

***l'Anti*capitaliste**

n°534 | 10 septembre 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

UNE RENTRÉE QUI LAISSE PRÉSAGER DU PIRE...

**C'EST LE
MOMENT DE
REPRENDRE
L'INITIATIVE**



Dossier

REPRISE DU TRAVAIL

Pages 6 et 7

ÉDITO

Garder les bonnes habitudes!
Page 2

PREMIER PLAN

Racisme: Valeurs actuelles,
l'arbre qui cache la forêt?
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

Allemagne: l'extrême droite surfe sur
les mobilisations anti-masques
Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Olivier Sillam, l'un des
quatre militantEs niçois jugés pour de
prétendues «violences» Page 12



Par MICHELLE VERDIER

Garder les bonnes habitudes!

Il n'a pas échappé aux agentEs de la SNCF, comme à leurs collègues de la RATP et à bien d'autres salariéEs, que le ministre délégué aux Transports Jean-Baptiste Djebbari s'est prononcé, sur France Info le mardi 8 septembre, sur le préavis de grève déposé pour le 17 septembre prochain par la CGT (et Sud-Rail, entre autres). Il n'aime pas! «*J'ai du mal à comprendre, très honnêtement, cette grève [...], c'est un peu une grève par habitude [...] et c'est dommage parce que dans un moment compliqué pour la France [...], j'aurais espéré qu'il y ait une forme de paix sociale*»... Taratata!

Le propos a irrité et amusé. Irrité parce que les cheminotEs n'en sont pas à la première campagne contre eux, prétendus privilégiés. Les 4,7 milliards d'euros que le gouvernement annonce pour les transports dans son plan de relance n'amèneront pas les dizaines de milliers d'embauches nécessaires dans le secteur, ni l'amélioration des salaires, retraites et conditions de travail, rognés par des restructurations permanentes. Et quand un journaliste demande à Djebbari pourquoi un siège sur deux seulement est occupé dans un cinéma tandis qu'aucune barrière n'est mise dans des rames de trains bondées aux heures de pointe, il reste sec. Ou plutôt il répond «*l'économie d'abord*». Entendez les profits, tant pis pour vos vies! Et il y aurait à dire sur la situation sanitaire que la SNCF inflige depuis des mois à ses agentEs comme aux usagerEs. Mais le propos a amusé aussi! C'est bien que le ministre rappelle aux cheminotEs qu'il y a un préavis de grève pour une journée confédérale qui concerne d'ailleurs touTEs les travailleurEs. Prenons note! Bien vu aussi – et un honneur rendu aux cheminotEs – de rappeler qu'ils ont l'habitude de faire grève, l'habitude de se défendre en réagissant collectivement – presque tous les deux ans depuis 2014. Cela s'appelle une tradition de lutte et les cheminotEs, comme d'autres, ont quelques raisons d'en être fiers. C'est précisément ce qui fait flipper en haut lieu, chez les hauts cadres de la SNCF comme dans les salons ministériels. Et si on avait encore une grève comme l'hiver dernier? Djebbari a surtout vendu la mèche de leur truille!

À la Une

UNE RENTRÉE QUI LAISSE PRÉSAGER DU PIRE...

C'est le moment de reprendre l'initiative

Jeudi 3 septembre, le Premier ministre Castex annonçait un plan de relance de 100 milliards d'euros. Depuis, pas un jour ne passe sans que de nouveaux plans de licenciements soient annoncés. Et la liste des entreprises qui utilisent la crise sanitaire pour couper dans leurs effectifs n'en finit plus de s'allonger: Airbus, Figeac-Aéro, Stélia, Cargill, Renault, ADP, Nokia, Camaïeu... OuvrierEs, employéEs, ingénieurEs, tout le monde est aujourd'hui menacé de perdre son emploi!

Les 100 milliards mis sur la table par le gouvernement ne sont pas là pour «sauver» des emplois, augmenter les salaires ou développer les services publics. Ils se répartissent notamment entre des prêts avantageux faits aux entreprises garantis par l'État et des exonérations de charges. Ce plan de relance n'a en réalité qu'une fonction: maintenir les profits malgré la plus grave crise économique depuis 1929.

Macron et son gouvernement veulent nous faire croire qu'en faisant des cadeaux aux entrepreneurs, cela va relancer l'économie et, au total, profiter à toute la population. Mais c'est l'inverse qui va se passer. Les 100 milliards d'euros distribués le sont sans conditions, et les capitalistes vont donc se servir pour placer cette manne sur les marchés financiers tout en continuant à supprimer des emplois.

Rien pour l'hôpital public

La remontée du nombre de malades du coronavirus dans les hôpitaux laisse entrevoir la possibilité d'une seconde vague. Si nous n'en sommes qu'au début, on vient cependant d'apprendre qu'à Marseille les services de réanimation sont d'ores et déjà saturés. Il n'y aurait plus aucun lit disponible pour accueillir de nouveaux malades du Covid-19. L'étape d'après serait donc, comme au printemps dernier, de stopper tous les autres soins afin de libérer des lits. Mais en quoi est-il plus acceptable de laisser mourir des patientEs du cancer ou de maladie



PHOTOTHÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

cardio-vasculaire plutôt que des patientEs atteints du coronavirus? Voilà huit mois que l'épidémie a commencé et le gouvernement n'a pas été capable de redresser le système de santé. Pourtant, les hospitalierEs et leurs organisations expliquent depuis le début ce qu'il faudrait faire: rouvrir l'ensemble des lits supprimés depuis 15 ans, embaucher 100 000 personnes, socialiser et planifier la production de respirateurs et d'anesthésiants... Pendant le pic de la pandémie, on nous expliquait que ce n'était pas possible dans l'urgence. Mais aujourd'hui, il est tout simplement criminel de ne rien faire en ce sens!

Les grosses ficelles sécuritaires et racistes

Gouvernement et capitalistes redoublent d'efforts pour nous culpabiliser face au probable retour de l'épidémie. Ce serait la faute

aux jeunes qui feraient la fête, aux habitantEs des quartiers qui ne porteraient pas le masque, à ceux et celles qui autoriseraient leurs enfants à embrasser leurs grands-parents, aux syndicalistes qui organiseraient des manifestations... Pour nous, Macron et le Medef sont les uniques responsables de cette crise économique et sanitaire. Ils ont montré leur incapacité à organiser la société. Nous ne sommes pas dupes de la grossière manœuvre consistant à vouloir placer «l'insécurité» et le «séparatisme» au centre du débat public. Castex, Darmanin et Schiappa redoublent d'efforts pour nous expliquer que «le» problème ne serait pas leurs politiques et l'avidité des grands patrons, mais la «délinquance» (quasi systématiquement reliée au «communautarisme»), et qu'il faudrait que nous nous unissions (avec eux) pour lutter

contre ce mal absolu. En chasse sur les terres de l'extrême droite, le gouvernement a fait le choix de jouer la surenchère raciste et sécuritaire: nous ne devons pas nous laisser faire, et nous préparer à lutter touTEs ensemble contre la future loi «séparatisme» qui contribuera à stigmatiser et discriminer encore un peu plus les populations racisées.

Les mettre hors d'état de nuire

Face à ces attaques et ces manœuvres, c'est le moment pour les travailleurEs et la jeunesse de reprendre l'initiative et de se faire entendre. Cela pourrait commencer dans la rue, que ce soit ce samedi 12 septembre à l'appel des Gilets jaunes ou le jeudi 17 septembre à l'occasion de la journée de grève interprofessionnelle. Ces deux journées ne suffiront pas, mais elles peuvent être des points d'appui pour relancer la machine et construire la contre-offensive face à un gouvernement au service d'un système qui a montré une fois de plus, avec la crise du Covid, son incapacité à répondre aux besoins du plus grand nombre. C'est à nous de prendre les commandes de la société. Une organisation sur les lieux de travail qui garantisse la sécurité et la protection de touTEs, la réduction du temps de travail, le développement des services publics dont celui en particulier de la santé, la satisfaction des besoins sociaux et non de l'appétit des actionnaires: nous ne l'obtiendrons qu'en mettant hors d'état de nuire les capitalistes et les politiciens à leur service.

RACISME

Valeurs actuelles, l'arbre qui cache la forêt?

La fiction raciste de Valeurs actuelles mettant en scène Danièle Obono en esclave a été largement condamnée sur le champ médiatique et politique. Même si certainEs ont fait de la résistance en essayant de prendre prétexte de la «liberté d'expression» pour défendre le torchon d'extrême droite, c'est une quasi-unanimité qui était de mise. Une saine prise de conscience? Rien n'est moins sûr.

Quelques jours après le tollé suscité par la fiction raciste de Valeurs actuelles, la chaîne d'information du groupe TF1 LCI annonçait sa décision de ne plus accueillir sur son antenne, en tant que chroniqueur, Geoffroy Lejeune, directeur de la rédaction de Valeurs actuelles. Certains ont voulu y voir l'expression d'un rejet ferme du racisme

et le début de la mise en place d'un «cordon sanitaire». Ce dont on est en droit de douter...

Porosité

On pourra en premier lieu remarquer que si LCI a décidé de se séparer de Geoffroy Lejeune, aucune mesure du même type n'a été prise vis-à-vis des autres intervenants réguliers de Valeurs

actuelles sur la chaîne, qui pourront donc continuer de déverser leur bile à l'antenne. Geoffroy Lejeune lui-même n'a guère de raison de s'inquiéter: son embauche comme chroniqueur chez Cyril Hanouna n'a pas été remise en question et nul doute que, le temps passant, il sera de nouveau convié à donner son «avis» sur les diverses chaînes d'information.

Plus éloquent encore: on a appris en fin de semaine dernière que Louis de Ragueneil, jusqu'alors rédacteur en chef de Valeurs actuelles, quittait son torchon pour rejoindre Europe 1, en tant que chef du service politique. Une belle promotion pour ce réac parmi les réacs, et une éclatante démonstration de la porosité de plus en plus forte entre les médias d'extrême droite et les médias dits «mainstream». La

nouvelle a suscité l'indignation des journalistes d'Europe 1, qui ont voté, à la quasi-unanimité, une motion rejetant cette nomination. Mais jusqu'ici, la direction tient bon.

Omniprésence

Il n'y a en réalité rien de surprenant à ce type de «transferts». Cela fait désormais de longues, trop longues années, que les «chroniqueurs» et «éditorialistes» de la droite extrême et de l'extrême droite ont pignon sur rue dans les médias généralistes, en premier lieu les chaînes d'information et les radios. Ils sont invités en permanence à donner leur avis sur le moindre fait d'actualité, et nombre d'entre eux disposent de leur rond de serviette dans de multiples émissions de «débat» et d'«infotainment».

BIEN DIT

On nous dit constamment que l'État et les marchés sont des contraires, et qu'à eux deux ils représentent les seules vraies possibilités de l'humanité. Mais c'est une fausse dichotomie. L'État a créé le marché. Le marché a besoin de l'État. Aucun des deux ne pourrait se perpétuer sans l'autre, du moins sous des formes qui ressembleraient, même de loin, à celles d'aujourd'hui.

David Graeber (1961-2020),
Dette: 5000 ans d'histoire (2011).

Un monde à changer

LEUR RÉPUBLIQUE ET LA NÔTRE.

Le 4 septembre dernier, Macron s'est mis en scène au Panthéon, prétextant le 150^e anniversaire de la proclamation de la République.

En effet, le 4 septembre 1870, après la défaite des armées de Napoléon III dans la folle aventure de la guerre contre la Prusse, la déchéance de l'Empereur est proclamée et la République rétablie. En fait, c'est la pression de la foule parisienne qui a arraché ces décisions aux députés d'une assemblée élue sous l'Empire.

Il y a certes dans cette assemblée une minorité républicaine (avec notamment Gambetta) mais elle n'a aucune visée insurrectionnelle et veut calmer le peuple de Paris. Jules Favre, chef de file des républicains, dénonce ainsi « *les meneurs de l'anarchie* » et souligne le risque qu'ils prennent la direction des événements. Le général Trochu, militaire conservateur et gouverneur de Paris, assure les fonctions de chef de l'État. Dans les semaines qui suivent, il va naviguer entre les pressions populaires, celle des conservateurs dont il fait partie, et les péripéties de la guerre. On connaît la suite : Trochu démissionnera le 22 janvier 1871. Adolphe Thiers lui succède.

La personnalité de ce politicien caméléon qui fut président du Conseil sous la monarchie (sous le règne de Louis-Philippe) a été ainsi résumée par Marx : « *Thiers n'a été conséquent que dans son avidité de richesse, et dans sa haine des hommes qui la produisent* ». Thiers sera le fusilleur de la Commune. Peu lui importe la nature du régime (monarchiste ou républicaine) pourvu qu'il respecte les intérêts des possédants. Il déclare le 13 novembre 1872 devant les députés : « *La République sera conservatrice ou ne sera pas* ». La 3^e République ne se résume certes pas au conservatisme de Thiers mais le choix de la date du 4 septembre par Macron n'a rien d'innocent. Notre République n'est pas celle-là, c'est « la sociale ». Celle des ouvriers parisiens de juin 1848 qui revendiquaient une république démocratique et sociale et se sont heurtés à l'« ordre républicain » (celui de la 2^e République). Notre République, c'est celle de 1792 et surtout de l'énergie populaire de la Révolution française repoussant à chaque fois les limites que se fixaient les élus. Celle de la Constitution de 1793 dont le 35^e et dernier article proclame : « *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs* ».

MARCHE NATIONALE DES SANS-PAPIERS

Pour que la marche devienne une marée!

Début juillet, ça semblait un pari un peu fou. Mais la détermination des sans-papiers et la dynamique enclenchée par les manifestations du 30 mai et du 20 juin ont commencé à déplacer des montagnes.

À partir du 19 septembre, des marches de sans-papiers partiront de Marseille et Montpellier, puis de Grenoble, Lille, Le Havre, Rennes et Strasbourg, passant ainsi par des dizaines de villes pour converger vers Paris. Ces marches seront accueillies, à partir du 15 octobre, par des collectifs de sans-papiers à Montreuil, Vitry, Saint-Denis, Nanterre et se réuniront pour une manifestation nationale vers l'Élysée le samedi 17 octobre. La mobilisation des sans-papiers s'articulera alors avec l'hommage aux Algériens massacrés par la police française pour la journée de lutte contre la misère et la précarité.

Rapport de forces

Une vingtaine de collectifs de sans-papiers, anciens et nouveaux, est déjà activement impliquée à Paris mais aussi Marseille, Rouen, Lille, Strasbourg ou Grenoble. Des sans-papiers de ces villes mais aussi de Lyon, Amiens, Rennes et d'ailleurs, vont marcher renforcés dès le départ des différentes villes par au moins une centaine de sans-papiers venus de la région parisienne ainsi que par des soutiens.



La marche, appuyée par la Marche des Solidarités et les États généraux des migrations, est désormais soutenue par près de 200 structures militantes, réseaux locaux

de solidarité, collectifs, sections syndicales locales, associations, ainsi que par des organisations nationales dont des syndicats (CGT, CNT, FSU, Solidaires...) et des associations (Cimade, Fasti, FUIQP, Gisti, DAL, ATMF, MRAP...). Si la première phase du pari est gagnée, l'existence de la marche, il reste désormais à en faire un événement historique, faire qu'elle dépasse les réseaux déjà impliqués, que la vague entraîne avec elle le mouvement social et, avec lui, une partie de « l'opinion ».

Car l'enjeu n'est pas seulement de « faire l'événement » mais que cet événement construise un rapport de forces qui permette de gagner sur les revendications des marcheurs et marcheuses et en premier lieu la régularisation de toutes et tous les sans-papiers, la fermeture des centres de rétention et le logement pour toutes.

Construire activement le soutien à la marche

Ces revendications, si elles sont d'abord vitales pour les conditions de vie de toutes les migrantEs, sont un enjeu pour l'évolution de l'ensemble de la société. Cela peut se résumer en un argument

central : celui de l'égalité. Justifier aujourd'hui l'inégalité des droits (au travail, pour le logement, la santé, l'école...) pour une fraction de la population, c'est se condamner, au prétexte du manque de moyens, à accepter demain des reculs pour d'autres parties de la population. Justifier aujourd'hui l'inégalité au prétexte de la nationalité c'est se condamner à voir prospérer le racisme.

Alors il faut construire activement le soutien à la marche, dans chaque ville où elle passe, à l'occasion de son passage, mais aussi dans d'autres (des projets de manifestations se mettent en place durant octobre dans des villes où la marche ne passera pas) et commencer à organiser la montée vers Paris pour la manifestation du 17 octobre.

À l'heure où Macron célèbre la 3^e République qui fut aussi la République coloniale, on n'implore pas du bout des lèvres, on ne demande pas un cadeau, on veut simplement obtenir justice et égalité, gagner ce qui devrait être évident. La marche doit devenir vague puis marée. Notre avenir à toutes et tous en dépend.

Denis Godard



Les Goldnadel, Rioufol, Lévy, d'Ornelas, Bastié, Consigny, Brunet, Thérard, Dassier, de Kerdrel, Devecchio ont envahi les ondes et les écrans, et multiplient les saillies racistes, homophobes, anti-syndicales, suscitant les

sourires complices ou les fausses indignations d'animateurs qui, souvent, n'en pensent pas moins. Et l'on ne parlera pas ici du cas du multirécidiviste Éric Zemmour, récompensé par C-News au moyen d'une émission quotidienne

au cours de laquelle il a tout loisir de vomir sa haine réactionnaire.

Continuum

Alors bien évidemment, tout ne se vaut pas : BFM-TV n'est pas C-News, qui s'est pour de bon transformée en chaîne d'extrême droite, contre laquelle un mouvement de boycott s'est enclenché l'an dernier, du côté des organisations du mouvement ouvrier, motivé par le refus de donner quelconque légitimité à une chaîne qui revendique de faire du fric grâce à des journalistes racistes ; et *Marianne* n'est pas *Valeurs actuelles*, même si certaines des unes des deux hebdomadaires se ressemblent, parfois, étrangement, notamment lorsqu'il s'agit de parler des musulmanEs.

Mais, comme sur le champ politique, il existe bien un continuum que l'hypocrite levée de boucliers contre *Valeurs actuelles* ne pourra pas longtemps masquer. Dans un pays où le champ

politique est de plus en plus polarisé par l'extrême droite, les « grands médias » ont fait le choix de l'adaptation, voire de l'accompagnement. Un choix que nous devons dénoncer sans relâche, et dont nous devons combattre tous les échos sur le champ politique à gauche. Quoi que disent les sondages, quels que soient les thèmes imposés par les éditorialistes d'extrême droite, nous ne devons jamais transiger avec l'antiracisme : contre l'islamophobie, la romophobie, la négrophobie et l'antisémitisme ; pour les droits des migrantEs, la liberté de circulation et d'installation ; contre tout chauvinisme, y compris et notamment au nom d'une prétendue « exception française ».

Julien Salingue

1 - La liste est loin d'être exhaustive. Pour une vision d'ensemble et une analyse du phénomène, on pourra se reporter à l'article d'Acrimed : « Dans les talk-shows : le poids des éditorialistes de la droite extrême et d'extrême droite », 20 novembre 2018.

Le chiffre

+ 23 %

C'est l'augmentation du bénéfice net de la firme française BioMérieux au premier semestre 2020. Le chiffre d'affaires a quant à lui augmenté de 16 %, à 1,48 milliard d'euros. La raison : les tests de diagnostic du Covid-19, qui expliquent ce que le PDG Alexandre Mérieux qualifie de « performance remarquable ». Nos vies, leurs profits...



Agenda

Vendredi 11 septembre, Rencontre de la Brèche avec Franck Gaudichaud, Paris 12^e. Présentation du livre *Fin de partie ? Amérique latine : les expériences progressistes dans l'impasse (1998-2019)*. À 18h30 à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 12 septembre, journée de mobilisation nationale des Gilets jaunes.

Mercredi 16 septembre, meeting interprofessionnel contre la répression, Paris. À 19h30, annexe de la bourse du travail de Paris (salle Hénaff), 29, Bd du Temple, Paris 3^e (métro République). Voir page 8.

Judi 17 septembre, journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle.

19 septembre-17 octobre, marche nationale des sans-papiers.

NO COMMENT

En se fondant sur les statistiques des violences conjugales, on essentialise femmes et hommes dans des postures morales opposées : le bien et le mal, la victime et l'agresseur. Les perverses, les menteuses et les vengeresses n'existent pas. Il n'y a plus qu'à conclure au séparatisme, puisque l'homme est la plus dangereuse menace pour la femme.

ELIZABETH BADINTER, le Journal du dimanche, 6 septembre 2020.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

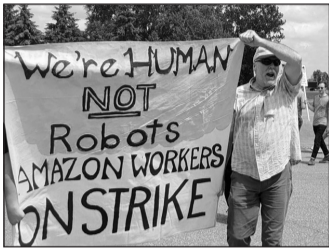
Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉTATS-UNIS Amazon fait appel aux experts du renseignement pour attaquer les syndicats

Amazon a récemment été prise la main dans le sac. L'entreprise embauchait des experts du renseignement pour espionner ses salariéEs. La pratique est malheureusement courante.

La plupart des grandes sociétés multinationales ont des divisions de surveillance qui se superposent aux agences gouvernementales de renseignement. Cela crée un système unique et puissant de sécurité, à la disposition du gouvernement fédéral comme des entreprises privées pour être utilisé contre les travailleurEs.



Surveiller et punir

Le 1^{er} septembre, *Vice* a rapporté qu'Amazon avait mis en ligne deux offres d'emploi pour des analystes du renseignement qui auraient à surveiller les menaces contre l'entreprise, parmi lesquelles la syndicalisation. La société a immédiatement retiré les offres, affirmant qu'il s'agissait d'une erreur. Mais les captures d'écran montrent qu'Amazon est explicitement à la recherche d'experts qui collectent des « renseignements exploitables » concernant notamment « les syndicats, les groupes militants, les dirigeants politiques hostiles ».

Les salariéEs d'Amazon ne sont pas syndiqués. Et l'entreprise veut que cela reste ainsi. Jeff Bezos ne serait pas l'homme le plus riche du monde si les principes fondamentaux de la maximisation des profits, de la réduction du « coût du travail » et, évidemment, de la manipulation des lois et des règlements ne lui étaient pas familiers.

Le syndicat, c'est le contraire de ces objectifs. Par sa seule existence, il exprime la volonté d'améliorer les salaires et les prestations sociales, d'assurer la sécurité et la santé au travail, toutes choses qui augmentent pour les patrons le « coût du travail » au détriment des profits. Si Bezos peut faire ce qu'il veut, aucun entrepôt d'Amazon ne sera jamais syndiqué.

L'opposition d'Amazon au syndicalisme comme à toute forme d'activisme ouvrier est bien connue. Amazon ne se donne aucun mal pour s'en cacher. Ainsi, plut tôt cette année, la firme a licencié Christian Smalls, directeur adjoint d'un entrepôt, pour avoir encouragé les salariéEs à se protéger, sur le lieu de travail, face aux pratiques dangereuses relatives à la diffusion du coronavirus.

Anciens des agences gouvernementales

Les services d'espionnage des entreprises se sont professionnalisés à la fin de la guerre froide, lorsque des agents secrets au chômage provenant de la CIA, du FBI et de la NSA (National Security Agency) ont créé des associations professionnelles pour prendre pied dans le secteur privé. Les premières entreprises multinationales à embaucher ces experts du renseignement formés par le gouvernement se sont centrées sur la collecte d'informations visant les entreprises concurrentes. Cela s'est transformé en une course aux armements pour l'espionnage d'entreprises, dans laquelle les firmes ont été de plus en plus obligées de créer des divisions similaires pour se défendre et rester compétitives.

La prolifération dans les grandes entreprises de ces experts du renseignement formés par le gouvernement a accru leur capacité à espionner quiconque menacerait leurs résultats, les groupes de défense de l'environnement et de défense des droits de l'homme, les lanceurs d'alerte, les journalistes et, bien sûr, les syndicats et les salariéEs qui pourraient donner à penser qu'ils voudraient se syndiquer.

Qu'un individu ou qu'une organisation milite ouvertement pour des salaires plus élevés ou des réglementations plus strictes, et ils seront surveillés par les plus grandes firmes du monde qui font appel aux anciens espions du gouvernement.

Les offres d'emploi d'Amazon attirent beaucoup l'attention de la presse. C'est la bonne nouvelle. La mauvaise nouvelle, c'est qu'elles ne sont que la partie émergée de l'iceberg.

Meagan Day

Publié sur *Jacobin*; version intégrale (en français) sur *À l'Encontre*.

ALLEMAGNE L'extrême droite surfe sur les mobilisations anti-masques

L'extrême droite allemande, au moins une grande partie d'entre elle, jubile : elle a trouvé « son » mouvement social, à l'intérieur duquel elle évolue tel un poisson dans l'eau.

Certes, toutes les adversaires des mesures anti-coronavirus du gouvernement allemand qui ont manifesté en nombre, notamment le samedi 1^{er} août et le samedi 29 août à Berlin – et qui s'approprient à manifester à nouveau le 3 octobre (jour de la fête nationale), à Berlin mais aussi à Constance sur la frontière suisse –, ne sont certainement pas d'extrême droite. Mais toutes tolèrent l'extrême droite dont la présence dans ces manifestations est très visible, qu'il s'agisse de drapeaux noir-blanc-rouge (la tricolore de l'Empire entre 1871 et 1945, celle de la République étant noir-rouge-or), d'emblèmes de divers mouvements et groupuscules ou encore de slogans faisant référence au « rétablissement de la souveraineté de l'Allemagne » qui aurait disparu depuis 1945.

Anti-intervention étatique

La protestation de rue contre les mesures anti-coronavirus est devenue, au fil des semaines et des mois, un mouvement massif. Il est à noter que plusieurs composantes sont à l'œuvre dans ce mouvement. Un courant assez dominant est économiquement libéral voire libertarien et idéologiquement anti-intervention étatique, souvent proche soit du parti libéral FDP (une des formations de la droite classique) soit du parti AfD (« Alternative pour l'Allemagne »), actuellement le principal parti d'extrême droite, fondé en 2013 et qui a connu des percées importantes depuis. Ce courant refuse aux pouvoirs publics, par principe, le droit d'« entraver la vie économique », avec les restrictions de service et fermetures d'entreprises ou restaurants au plus



fort des mesures anti-coronavirus. Derrière lui, ce courant entraîne bon nombre de chefs de petites entreprises ou restaurants, artisanEs ou indépendantEs réellement inquiets pour leur existence économique. Aujourd'hui, le combat est devenu celui contre le port obligatoire – en maints endroits – du masque. Un deuxième courant puissant est de nature religieuse ou parareligieuse (notamment ésotérique ou proche de sectes chrétiennes), où le discours est pacifiste mais foncièrement obscurantiste, se mêlant souvent avec un combat de principe contre les vaccins.

Extrême droite organisée

Un troisième pilier du mouvement est l'extrême droite organisée, dont une partie de l'AFD (parti lui-même divisé sur le sujet, une fraction étant

plus prudente dans l'évaluation du risque sanitaire, inexistant voire « mensonger » selon certainEs), mais aussi la mouvance des Reichsbürger ou « Citoyens de l'Empire » – un courant activiste assez puissant qui nie la légalité de la République, seul la continuité juridique de l'État allemand démantelé en 1945 étant légitime –, les partisanEs allemandEs de la secte nord-américaine QAnon et des médias fascisants tels que le mensuel *Compact*.

Ce dernier, fondé par un journaliste qui a appartenu à l'extrême gauche jusque dans les années 1990, Jürgen Elsässer, publie des vidéos de mobilisations. Autour des dernières manifestations des 1^{er} et 29 août, on y percevait une véritable euphorie, Elsässer prédisant un renversement du gouvernement du même type que celui subi par le régime de la RDA

ÉTATS-UNIS Campagne présidentielle sur fond de manifestations et de violences

Les manifestations, parfois accompagnées de confrontations entre groupes antiracistes et de droite, se poursuivent dans diverses villes étatsuniennes, notamment à Portland, Louisville et Rochester, plus de 100 jours après le meurtre de George Floyd.

L'Amérique n'a pas vu de tels affrontements de rue entre citoyens depuis l'époque du mouvement des droits civiques des années 1960. Les manifestations antiracistes ont été motivées par les meurtres répétés d'hommes et de femmes noirs par la police et par le fait que les maires, les procureurs et les chefs de police n'ont pas licencié ou inculpé les agents responsables. Des contre-manifestants armés de droite se sont rassemblés lors de certaines manifestations et trois personnes ont été tuées dans des batailles de rue jusqu'à présent.

L'appel de Trump aux électeurs blancs

Alors que la violence est limitée à quelques villes, elle est devenue la question centrale de l'élection présidentielle. Après que la police a tiré sur Jacob Blake à Kenosha, le président Donald Trump s'y est rendu pour rencontrer les policiers, tandis que le candidat du Parti démocrate Joseph Biden a rencontré la famille de Blake. Trump affirme que si Biden est élu, la violence se répandra à travers l'Amérique et que les banlieues, principalement blanches, seront détruites, tandis que Biden soutient les manifestations mais

condamne la violence et prône la réconciliation.

L'appel de Trump aux électeurs blancs qui ont peur des manifestantEs noirs est assez clair. Il suggère ainsi que les Démocrates veulent construire plus de logements sociaux (qui seraient remplis de locataires noirs) dans les banlieues blanches. Les ventes d'armes et de munitions, principalement à des acheteurs blancs, ont atteint des niveaux sans précédent. Dans le même temps, les milices armées de droite non officielles prolifèrent, grandissent et deviennent plus audacieuses.

Une situation sociale désastreuse

En se concentrant sur « la loi et l'ordre », Trump tente de détourner la campagne électorale de la désastreuse situation sanitaire et économique. Les États-Unis approchent de 190 000 décès et le virus se propage désormais dans les États des plaines du centre. Avec la réouverture des écoles, des bars, des restaurants et des gymnases dans de nombreux endroits, les épidémiologistes

craignent de nouvelles poussées de l'épidémie. On s'attend également à ce que les conditions hivernales et la grippe contribuent à une deuxième vague à l'automne.

Pendant ce temps, la situation économique ne s'est que légèrement améliorée ; il y a encore environ 30 millions de chômeurEs et le supplément du gouvernement fédéral aux allocations chômage versées par les États est passé de 600 dollars par semaine à 300 dollars. Pour prévenir une plus grande diffusion du Covid-19, les Centers for Disease Control (centres pour le contrôle des maladies) ont émis une ordonnance empêchant les propriétaires d'expulser pendant quatre mois quelque 30 millions de personnes qui risquent l'expulsion pour non-paiement de leur loyer ; les modalités en sont cependant compliquées et les locataires restent redevables d'un loyer.

Alors que les campagnes électorales vont se poursuivre au cours des deux prochains mois, la question est de savoir si les électeurs rejeteront Trump en raison de sa gestion du virus et de la crise économique ou

en 1989, tout cela « avec l'aide que Donald Trump et Vladimir Poutine donneront au peuple allemand pour sa libération ». Lui et d'autres prétendront, d'ailleurs, que « 1,3 million de manifestantEs » auraient pris la rue à Berlin, le 1^{er} août, là où la police n'en avait compté que 17 000 (elle parlait de 38 000 pour le 29 août), et annonceront un campement permanent du « mouvement du peuple » dans les rues de Berlin, « nuit et jour », après le 29 août. Cette occupation n'a finalement pas eu lieu, la police n'ayant eu aucun mal de dégager les quelques tentes qui avaient été plantées. Les mouvances d'extrême droite auront, cependant, eu droit aux images spectaculaires qu'elles recherchaient, en prenant d'assaut, drapeaux du Reich à la main, l'escalier du Parlement, alors gardé par seulement trois policiers. Leur assaut – déclenché par une fausse information (une oratrice prétendait au microphone que « Donald Trump est à l'intérieur du bâtiment et nous attend, il faut lui montrer que nous sommes là ») – a été vite repoussé, gaz lacrymogène aidant, mais puisqu'une partie de la presse a vite parlé de manière exagérée d'un « essai de prise du Parlement », une partie de l'opinion publique a été amenée à croire qu'il y avait là une véritable tentative de putsch. Les éléments les plus extravagants en sortent véritablement grisés, les autres tenteront de tirer profit du succès numérique de la mobilisation.

Bertold du Ryon

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

LIBAN Macron en visite impériale

Emmanuel Macron a effectué une nouvelle visite au Liban, et une en Irak pour chercher à consolider le rôle de la puissance impérialiste française dans la région.

À l'issue de sa nouvelle visite à Beyrouth, la deuxième en l'espace d'un mois après la double explosion du 4 août, Emmanuel Macron a notamment obtenu l'engagement des partis confessionnels bourgeois du pays à former rapidement un gouvernement, après la désignation du nouveau Premier ministre, Moustapha Adib.

«**Gouvernement de mission**» Ce «*gouvernement de mission*», formule employée par Macron, doit mettre en œuvre les «réformes» exigées notamment par la France et le FMI. Ces «réformes» sont basées sur les termes de la conférence de Paris d'avril 2018 qui réserve plus de 11 milliards de dollars en prêts et dons pour le Liban en échange de l'engagement du gouvernement libanais à développer des partenariats public-privé, à réduire le niveau de la dette et à promulguer des mesures d'austérité. Tous les partis politiques confessionnels dominants au Liban sont d'accord sur ces mesures. Le gouvernement d'union nationale composé par tous les partis confessionnels dominants et mené par l'ancien Premier ministre Saad Hariri, avant sa démission à la suite du déclenchement du mouvement de protestation populaire en octobre 2019, avait d'ailleurs prévu la fusion ou suppression de certaines institutions publiques et la privatisation du secteur de l'électricité, dans le cadre de son plan budgétaire 2020. Toutes ces mesures satisfaisaient aux exigences de la Banque mondiale, du FMI et de l'accord du CEDRE. Le président français a annoncé qu'il serait de retour au Liban en décembre pour suivre les progrès



réalisés par le gouvernement libanais, et qu'il inviterait à Paris, en octobre, des représentants libanais à une réunion organisée parallèlement à une nouvelle conférence d'aide internationale. Macron poursuit donc ses démarches pour assister les partis confessionnels dominants à maintenir leur pouvoir dans le pays en les appelant à s'unir pour réaliser ces «réformes» dans un gouvernement dirigé par un nouveau Premier ministre qui dispose du soutien de toutes ces forces.

En Irak contre les «ingérences étrangères» (sic) À la suite de sa visite en grande pompe au Liban, le président français s'est rendu à Bagdad pour rencontrer les autorités du pays. Il y a en Irak depuis octobre 2019 un important mouvement de protestation populaire qui remet en cause, comme au Liban, le système confessionnel et néolibéral. Officiellement, la visite d'Emmanuel Macron visait à lancer, en lien avec les Nations unies, «une initiative pour accompagner une démarche

de souveraineté». Le président français a notamment affirmé son soutien à l'Irak face aux «ingérences étrangères» (sic). Le pays est l'objet de vives tensions entre ces deux partenaires les plus importants, les États-Unis et l'Iran, depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux États-Unis et sa politique de «pression maximale» contre l'Iran, mais surtout depuis la double élimination en janvier 2020 par la Maison Blanche de l'unité d'élite al-Qods au sein des gardiens de la révolution iraniens, Kassem Soleimani, et d'Abou Mahdi al-Mouhandis, ancien leader de facto de la coalition paramilitaire du Hachd el-Chaabi, affiliée à la République islamique d'Iran. Même s'il n'y a pas eu d'escalade trop violente entre Washington et Téhéran à la suite des assassinats, plus d'une trentaine de roquettes ont visé des soldats et des diplomates américains en Irak depuis octobre 2019. Quelque 5 000 soldats et diplomates US sont encore déployés dans le pays, tandis que l'Irak dispose d'alliés importants

en Irak, y compris des milices paramilitaires affiliées à Téhéran. Washington et Téhéran ont collaboré pendant des années en Irak à la suite de l'invasion du pays en 2003 par les forces armées d'occupation étatsuniennes et britanniques. D'ailleurs, l'actuel Premier ministre irakien, Moustafa al-Kazimi, joue les équilibristes entre Washington et Téhéran.

La France cherche à étendre son influence

Au cours de sa visite, Emmanuel Macron a aussi affirmé que la guerre contre «l'État islamique» n'est pas finie et que la France continuera à soutenir le gouvernement irakien dans le cadre de la coalition internationale pour lutter contre les forces djihadistes. Depuis 2014, les forces françaises sont ainsi engagées en Irak dans le cadre de l'opération Chammal. Les responsables français ont d'ailleurs déclaré vouloir reprendre rapidement la formation et l'armement des forces de sécurité irakiennes, suspendu durant la période de la pandémie. La France a également alloué un prêt d'un milliard d'euros pour aider à la reconstruction de l'Irak en janvier 2019. Les intérêts de la France en Irak ne sont néanmoins pas comparables à ceux au Liban, où Paris dispose encore d'une influence politique et économique significative. La puissance impérialiste française tente par les visites de son président au Liban et en Irak de maintenir et étendre son influence politique, économique et militaire dans la région. De plus, l'État français cherche également à montrer son utilité à l'impérialisme étatsunien en voulant jouer un rôle d'intermédiaire pour Washington avec la République islamique d'Iran dans Ces pays et d'autres dossiers comme le nucléaire iranien.

Joseph Daher

SUISSE « Nous voulons plus qu'une politique familiale au rabais! »

Les Suisses se prononceront, lors d'une votation populaire le 27 septembre, sur l'introduction d'un congé paternité. La position de nos camarades de Solidarités.

Le PS nous dit que le congé paternité est un premier pas vers une responsabilité partagée. Certes, nous soutiendrons cette proposition. Son acceptation en votation signifierait au moins qu'un an après la grève féministe massive qui a chamboulé le paysage politique suisse, on ne recule pas sur l'égalité entre femmes et hommes. Mais dans son désir de conciliation, sa politique des petits pas, le PS omet de souligner le caractère ridicule et totalement insuffisant de la proposition soumise au vote.



Des mesures au rabais

Deux semaines de congé paternité, c'est une claque brutale pour les femmes qui exigent depuis des décennies un congé parental long à se partager entre parents. Or, un congé paternité si court ne résout en rien le problème d'ensemble. Ce n'est pas avec deux semaines que les pères pourront vraiment s'impliquer dans l'arrivée d'un enfant ou que sera corrigée l'injustice de la discrimination à l'embauche ou des licenciements abusifs au retour du congé maternité. Quant à l'objet sur l'impôt fédéral direct pour la déduction des frais de garde, il s'agit encore une fois d'une mesure favorisant d'abord les familles riches tout en permettant aux partis bourgeois de prétendre soutenir toutes les familles. Plutôt que de couper dans les recettes de l'État, il faudrait investir dans un réel système de garde à prix abordable profitant à l'ensemble de la population, raison pour laquelle nous nous opposons à ce projet. En Suisse, la puissance des patrons et la suprématie des intérêts économiques sont telles qu'on peut appeler «*démocratie directe*» le fait d'accepter ou refuser de mauvaises mesures, voire parfois de choisir entre rien du tout et à peine mieux. Ce congé paternité minable et ces déductions hypocrites sont des mesures au rabais, à l'image de la politique familiale en Suisse: une absence de vision globale et un système injuste pour les femmes et les familles.

Chaque avancée, on l'a arrachée

Pour être efficace, une vraie politique familiale devrait être couplée à une politique d'égalité conciliant réellement travail et vie privée. S'assurer que l'arrivée d'un enfant ne soit pas un facteur d'appauvrissement. Garantir à tous les enfants des conditions de vie égales, quelle que soit la situation des parents. Réduire le temps de travail afin d'avoir plus de temps pour vivre et de partager les tâches domestiques et de *care*. Une bonne politique familiale mettrait en place un congé parental à la hauteur des besoins de la famille, ainsi que des crèches publiques de qualité permettant aux mères de réintégrer la vie professionnelle, sans avoir à compter sur le travail gratuit d'une grand-mère ni à compromettre sa carrière. Le camp bourgeois refuse systématiquement cette approche et de telles mesures. Le système capitaliste montre son mépris pour la vie et sa reproduction. Son but: que les femmes se cloisonnent au foyer et s'en tiennent à leur rôle traditionnel de mère, ou qu'elles retournent au travail quoi qu'il leur en coûte, afin d'être productives et de générer du profit. Il ne nous a rien offert. Chaque avancée, on l'a arrachée. On vote oui pour ce congé misérable, mais on ne lâche rien et on veut beaucoup plus!

Aude Spang

Article paru dans le n° 373 de solidaritéS (Suisse).

MER ÉGÉE L'urgence d'une mobilisation anti-guerre

Des bruits de bottes se font entendre depuis le mois de juin dans la partie orientale de la mer Égée, dans une zone englobant les côtes méditerranéennes de la Turquie et les îles grecques les plus proches, ainsi que l'île de Chypre.

La cause la plus flagrante en est bien sûr la volonté expansionniste d'Erdogan, sur lequel on ne s'appesantira pas ici: en difficulté dans son pays, ne régnant que par la répression des masses et les emprisonnements, le dirigeant turc pratique la fuite en avant en mêlant discours intégriste et nationaliste, sur fond de déploiement militaire contre son peuple et contre les peuples voisins.



1995, des menaces de guerre avaient été proférées du côté turc face à la volonté grecque d'étendre la limite de ses eaux territoriales, et en 1996 avait eu lieu l'épisode de l'îlot inhabité d'Imia, près de Kalymnos, lors duquel les surenchères nationalistes et militaristes avaient failli provoquer la guerre. Il existe donc depuis longtemps des revendications turques vis-à-vis de la circulation maritime et de la souveraineté dans une large partie de l'Égée orientale.

Situation explosive

Ce qui rend la situation actuelle explosive, ce sont trois éléments:

- La misère sociale, évoquée pour la Turquie, mais évidemment très forte aussi en Grèce avec un gouvernement ultra-libéral expliquant cyniquement que si tant de jeunes sont au chômage, c'est parce qu'ils n'ont pas été formés à savoir rédiger un CV! L'exploitation d'un patriotisme de circonstance, relayé par les grands médias privés aidés financièrement par le gouvernement de Mitsotakis, pourrait constituer un bon dérivatif, rêvent des dirigeants de la droite grecque. En Turquie, le ministre de la Défense Akar évoque quant à lui la «*Patrie bleue*», concept de l'extrême droite nationaliste pour la «*reconquête*» maritime à l'ouest de la Turquie...
- La présence d'hydrocarbures dans les zones contestées: les intérêts sont très vifs des deux côtés, sachant que du côté grec, le gouvernement veut déjà faire exploiter ces gisements par les géants pétroliers que sont Exxon Mobil, Eni... et Total.
- Le rôle des militaires dans la politique des deux gouvernements et les intérêts des marchands d'armes.

Membres de l'Otan tous les deux, les deux pays consacrent des sommes démentielles aux dépenses d'armement: la Turquie en 2019 y consacrait 20,4 milliards, soit 2,7% de son PIB, en augmentation de 86% depuis 2010; et la Grèce des mémorandums qui ont plongé dans la pauvreté une grande partie de la population fait partie en 2019 des trois premiers pays de l'Otan quant à la part des dépenses militaires dans le PIB...

Une mobilisation urgente et indispensable

Dans cette situation tendue, confortée par le jeu dangereux des «alliés» impérialistes, la tendance pour une bonne partie de la gauche anticapitaliste grecque (citons les plus grosses organisations comme NAR, SEK, Synantisi pour une gauche anticapitaliste et internationaliste) est de vouloir mobiliser sur un triple axe répondant clairement aux enjeux:

- contre le nationalisme, pour la solidarité internationale et la lutte pour la défense des acquis sociaux. Il est donc décisif que le combat international soit aussi une bataille dans chaque pays contre des capitalistes locaux; pas question d'aller se faire tuer pour les intérêts de la bourgeoisie grecque ou turque;
- contre le militarisme et la militarisation, pour la paix entre les peuples;
- contre les forages maritimes et pour la défense de l'environnement en mer Égée.

À Athènes, A. Sartzekis

Une version longue de cet article est à retrouver sur notre site.

REPRISE DU TRAVAIL: LE GOUVE

ENTREPRISES VOUS AVEZ DIT «PROTOCOLE SANITAIRE»?

Le gouvernement impose le port du masque dans les entreprises depuis le 1^{er} septembre. À grand renfort de communication, il se targue de vouloir protéger les salariéEs avec son protocole national «pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19». Mais les salariéEs ne sont pas dupes.

Cela fait des mois que des millions de travailleuses et travailleurs affrontent chaque jour le danger du virus sans protections suffisantes. En mars, les masques n'étaient pas obligatoires. On nous expliquait même que leur utilisation était trop complexe! À l'inspection du travail, Anthony Smith a été sanctionné parce qu'il a voulu obliger un employeur à fournir des masques à ses salariéEs.



NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS!

Des masques... et puis c'est tout?

Désormais, le port du masque est obligatoire dans les espaces clos et partagés. Sauf que... ce ne sont pas des FFP2 ou des chirurgicaux qui sont imposés mais des masques dits «grands public», insuffisamment protecteurs. Sauf que... si ces masques doivent être lavés, le gouvernement se garde bien de rappeler que c'est obligatoirement

à l'employeur de s'en charger. Sauf que... les autres mesures censées protéger en priorité les salariéEs, les protections collectives, sont quasiment absentes du protocole sanitaire. On le sait, la «gestion des flux» revient dans de nombreuses entreprises à placer des scotchs de couleur au sol, à fermer les restaurants d'entreprise sans vraie alternative, à imposer des contraintes intenable dans les vestiaires, etc. Quant aux tests de

dépistage, que le gouvernement demande aux employeurs d'imposer à certainEs salariéEs, notamment en cas de symptômes, on sait que les laboratoires ne suivent pas. Il faut entre 5 et 7 jours pour obtenir les résultats. La «stratégie nationale de dépistage» est en train de s'effondrer faute de moyens publics.

Macron et son gouvernement offrent des milliards aux entreprises sans contreparties pour remettre à flot les profits patronaux. Mais pour la santé des salariéEs, 21 pages creuses et le battage autour des masques auront suffi.

Alors, au mois de septembre, profitons des journées de manifestations et de grèves des 12 et 17 septembre pour rappeler à Macron et au Medef que ce n'est pas aux travailleuses et aux travailleurs de payer la crise!

Correspondante inspection du travail

DÉCRET DE LA HONTE RENVOYER LES MALADES AU TRAVAIL QUOI QU'IL EN COÛTE

Dans un contexte de remontée du nombre de contaminations et de progression du virus, le gouvernement a annoncé la même semaine l'obligation du masque dans de nombreuses villes et la fin du régime exceptionnel d'absence qui était jusqu'à présent mis en place dans le cadre de l'épidémie pour les personnes dites «les plus à risque». On notera le sens du timing...

Jusqu'à-là, malgré de nombreuses hésitations et une confusion entretenue par le gouvernement, les travailleuses «vulnérables» bénéficiaient d'un régime dérogatoire d'absence. Dans le privé, cela leur donnait accès soit au maintien en télétravail lorsque leur activité le permettait, soit à un arrêt de travail dérogatoire durant la période allant du 3 mars au 30 avril, puis par la suite au dispositif de «chômage partiel» mis en place par le gouvernement. Pour les fonctionnaires, ils avaient accès depuis le 3 mars à un placement en télétravail ou en «Autorisation spéciale d'absence» (ASA) qui leur permettait un maintien de leur salaire plein.

Les «vulnérables» de la veille sont pas ceux du lendemain

Étaient alors considérées comme vulnérables : les plus de 65 ans, les personnes atteintes d'une maladie chronique ou fragilisant leur système immunitaire (antécédents cardiovasculaires, diabète, obésité, pathologies chroniques respiratoires, cancers, insuffisance rénale, cirrhose, splénectomie, drépanocytose, etc.) et les femmes enceintes

au troisième trimestre. Il faut considérer aussi l'élargissement qui avait été fait de ces régimes aux gardes d'enfants et surtout les conjointEs de patientEs à risque. Un dispositif qui, loin d'être parfait, avait le mérite d'offrir un minimum de protection sanitaire mais surtout légal à une frange des travailleuses parmi les plus fragiles et les plus précaires.

Sauvegarder «les plus fragiles des vulnérables» (sic)

L'article 2 du dernier décret restreint le régime dérogatoire à quatre critères de vulnérabilité comprenant les cancers, l'immunodépression, le diabète ou obésité avec complications et, pour les plus de 65 ans, les insuffisances rénales sévères (dialyses). Autrement dit, essentiellement des personnes dont l'état de santé très précaire les excluait déjà très souvent du travail. Pour les autres? Le risque semble acceptable à ce gouvernement qui a pris l'habitude de jouer avec nos vies... Comme toujours, cette reprise du travail forcée concerne de manière très différente les «premiers» et les «derniers» de cor-dée. Dans le privé, le chômage partiel représentait une perte

de salaire, mais moins importante que celle impliquée par un arrêt maladie. De même dans le public avec les ASA. Notons enfin, la crise l'a mis au jour, que les travailleuses ne pouvant télétravailler sont en majorité celles et ceux effectuant les tâches les plus difficiles, les plus manuelles, les moins bien payés et les plus précaires.

Lutter toutes et tous ensemble

En réalité, cette mesure, ne s'appliquant qu'à une minorité de personnes, est en réalité aussi mesquine que symbolique. Elle envoie le signal clair que «tout le monde doit retourner au travail», y compris au prix de sa vie. Ce n'est pas le type de société que nous voulons construire. Nous devons également nous rappeler que les droits et les conditions de travail des plus «fragilisés» d'entre nous sont depuis longtemps la mesure des droits de l'ensemble des travailleuses. Il faut exiger le retrait de ce décret scélérat et imposer, dans chaque entreprise, le maintien du salaire plein sans jours de carences pour tous les salariéEs ne pouvant travailler à cause de l'épidémie.

Manon Boltansky

ÉDUCATION NATIONALE CHRONIQUE D'UNE

Blanquer a beau répéter sur tous les plateaux TV que tout est sous contrôle, la réalité le rattrape. Aucune mesure n'a été prise en amont pour affronter une rentrée scolaire sous Covid!

Pour beaucoup d'enseignants sur le terrain, c'est tout simplement la pire rentrée qu'ils et elles ont connue, entre les craintes liées au Covid, le poids de l'application du protocole et l'effet de politiques scolaires de plus en plus destructrices. Le déficit historique d'étudiantEs dans les Inspé (les nouveaux instituts de formation des profs) n'est qu'un indicateur parmi d'autres du malaise profond de l'institution, qui a encore augmenté d'un cran en cette rentrée 2020.

Au primaire, inquiétude et impréparation

Dans les écoles primaires, la rentrée «business as usual» c'est d'abord les classes surchargées du fait de l'austérité budgétaire qui règne. Jusqu'à 29 ou 30 élèves par classe, y compris en maternelle! Déjà, en temps normal, ces chiffres sont une aberration, mais lorsqu'on sait que l'épidémie circule activement, que les enfants ne porteront pas de masque et que la distanciation physique est impossible, tout le monde comprend que les écoles vont devenir des foyers de contamination. Toujours pour faire des économies, le protocole sanitaire se résume à faire laver les mains aux enfants,



CHARMAG

AUTOMOBILE PRODUIRE PLUS, AVEC DES MASQUES

Dans la plupart des usines automobiles, la production est revenue à ses niveaux d'avant Covid, mais ce n'est pas pour autant un retour à la situation d'avant.

Les pertes de production pendant les mois de confinement sont encore loin d'avoir été récupérées, et il y a partout la pression sur les conditions de travail, en particulier dans les secteurs assemblage, ferrage et peinture des usines où l'application des règles de sécurité et le port obligatoire du masque les rendent les plus pénibles.

Culpabilisation des salariéEs

Chez PSA, si le recours aux intérimaires est massif dans les usines de Sochaux (1500) et de Rennes (500), il est égal à zéro dans l'usine de Mulhouse avec le retour sur site des personnels «prêts» dans les autres usines. Contrairement aux autres usines, le niveau de production est loin d'avoir retrouvé à Mulhouse celui d'avant Covid. Alors que des activités études-développement occupent en proportion une place de plus en plus importante parmi les salariéEs de Renault et PSA, le Covid est l'occasion du développement massif et pérenne du télétravail. Vendredi 28 août, sur les 14 000 salariéEs du Technocentre de



n'en rendent compte qu'avec parcimonie : il ne faut pas distraire de l'objectif de produire. Dans l'usine PSA de Poissy, trois cas de salariés touchés par le Covid à la peinture et à l'emboutissage ont été détectés en juillet. Dans l'usine de Flins, plusieurs cas de Covid-19, trois en tôlerie et un

au montage, ont été détectés, et vendredi 28 août les salariéEs de la tôlerie ont débrayé de 6h à 11h du matin pour leurs conditions de travail. Les directions d'établissements cherchent à culpabiliser les salariéEs, prétendant les rendre responsables des cas de coronavirus qui apparaissent. Alors que les mesures de sécurité sanitaires sont de plus en plus pénalisantes à mesure de l'augmentation des rythmes de la production, il est nécessaire de transformer les protestations individuelles en revendications collectives de réduction du temps de travail, de contrôle sur les cadences, et de réelle application des règles de sécurité dans le respect de la santé de tous. Plans d'économies, restructurations et objectifs de rentabilité rythment une politique des firmes automobiles qui sait être centralisée, le nouveau directeur de l'automobile de Renault annonçant s'inspirer des «réussites» de PSA. Pas d'autre chemin que de préparer une riposte d'ensemble à ces attaques globales que le Covid amplifie encore.

Correspondants

LE GOUVERNEMENT JOUE AVEC NOS VIES

RENTÉE CATASTROPHE

souvent bien évidemment sans sanitaires en nombre suffisant, sans savon ou essuie-mains. La désinfection des locaux plusieurs fois par jour : trop coûteux ; le gel hydroalcoolique dans toutes les classes : trop coûteux aussi ! À peine trois jours après la rentrée scolaire, de premières écoles ont commencé à refermer suite à des cas d'enfants ou de personnels contaminés. La politique de la hiérarchie de l'éducation nationale est d'essayer de minimiser les phénomènes de contamination. Les inspecteurs de circonscription font tout pour éviter les fermetures d'écoles, à l'encontre de toute notion de responsabilité, en demandant aux enseignantEs « cas contacts » de se rendre quand même dans les écoles en l'absence de symptômes ! L'objectif est clair, permettre aux parents de pouvoir aller bosser, quoi qu'il en coûte en termes de santé publique.

Au collège et au lycée, des masques nécessaires mais pas suffisants

Mêmes problèmes d'effectifs en augmentation dans le secondaire, notamment à cause d'un retour du privé vers le public, crise économique oblige. Mais la particularité de cette rentrée dans le secondaire, c'est bien le port du masque généralisé, non seulement pour les adultes, mais aussi pour les élèves. On a beaucoup dénoncé, à juste titre, le fait que l'État ne fournisse pas gratuitement les masques aux élèves. Cela se traduira sur le terrain par des masques de moindre qualité, réutilisés au-delà du raisonnable, et donc une protection collective d'autant plus affaiblie face au virus.

Le masque risque de polariser les discussions sur la rentrée, et même de créer des fractures au sein des équipes éducatives, déjà fragilisées par la période de confinement. Et cela au détriment du reste, car le masque au collège et au lycée sert aussi à cacher l'absence de réel protocole. Comment justifier, par exemple, le maintien en l'état de la réforme du lycée, qui par le jeu des spécialités augmente considérablement le brassage des élèves ?

Le paradoxe invivable de cette rentrée, c'est donc une augmentation considérable des contraintes liées à l'application d'un protocole mal pensé, et le sentiment que cela ne suffira pourtant pas à nous garantir une protection efficace contre une circulation active du virus.

Regrouper nos colères

Les seuls qui prennent leurs responsabilités, ce sont les enseignantEs qui se sont mis en grève en cette rentrée, pour exiger des ouvertures de classes à l'image de l'école Anatole-France à Gennevilliers qui, après deux jours de grève, a obtenu l'ouverture de deux classes supplémentaires permettant d'alléger les effectifs. Citons également le Lycée autogéré de Paris, mobilisé cette semaine pour garder ses



DU FRIC POUR NOS SERVICES PUBLICS !

enseignantEs et sa spécificité pédagogique, et qui a obtenu de premières garanties.

Ces mobilisations, si elles restent isolées les unes des autres, ne permettront pas d'inverser la logique de fond, celle de l'austérité budgétaire dans les services publics. Lorsque l'hypothèse a été évoquée de budgétiser 3 000 postes d'enseignantEs supplémentaires dans le budget 2021, la réponse de Castex a été éloquent : « C'est le genre de créations qui ne servent pas à redresser le pays » !

Il y a urgence à regrouper les mobilisations, les colères qui montent dans le secteur de l'éducation. La grève du 17 septembre doit servir de première étape pour donner une visibilité à ces revendications.

Blanquer, ministre à la ramasse

Plus personne ne croit aux mensonges de Blanquer ni aux promesses de revalorisation des salaires des enseignantEs, primes informatiques, masques transparents... Comme dans la santé, il lance un Grenelle qui n'accouchera que d'une souris. Car, avant même la rentrée, il aurait fallu profiter de l'été pour recruter des profs, afin de diminuer les effectifs par classe, mais aussi des personnels médicaux et sociaux, des agentEs d'entretien... Il aurait fallu installer des points d'eau dans tous les établissements qui en manquent. Il aurait fallu prendre le temps de repenser les programmes et la réforme du lycée pour les adapter aux nouvelles urgences. Rien de tout cela n'a été fait car Blanquer a préféré passer son été à se faire photographier en train de faire du kayak et de l'escalade...

Réponses antipédagogiques à l'urgence pédagogique

Malgré le confinement, l'interruption de l'école pendant plusieurs mois, le ministère maintient coûte que coûte les évaluations des élèves de CP, de CE1 et de 6^e, contre tous les avis pédagogiques. Le gouvernement compte utiliser la crise sanitaire comme prétexte pour renforcer sa vision réactionnaire de l'école. Au lieu de donner du temps et des moyens aux équipes pédagogiques pour limiter les conséquences du confinement sur les élèves, il enjoint les enseignantEs de concentrer les apprentissages uniquement sur les maths et le français, comme si l'école se résumait au « lire, écrire, compter ».

Juliette Stein et Raphaël Alberto

SNCF PAS MOYEN DE MASQUER LES PROBLÈMES!

À la SNCF, la semaine du 1^{er} septembre s'est déroulée sur fond de rentrée des classes.

Chez les collègues, grosse inquiétude d'une deuxième vague et discussions concernant les écoles, le risque qu'elles se transforment en cluster, la peur que les gamins ramènent le virus à la maison et surtout que des classes ou des écoles ferment alors que le dispositif de maintien à la maison pour garde d'enfants n'est plus en vigueur et qu'un décret du gouvernement réduit drastiquement les critères médicaux donnant droit au chômage partiel pour raison d'isolement sanitaire. La hiérarchie envoie au front, coûte que coûte, en uniforme dont les

masques font désormais partie avec la casquette vissée sur la tête, le gilet bien ajusté, le badge sur le cœur et bien horizontal, les chaussures et chaussettes sans couleurs...

Masque obligatoire, sous peine de sanction!

Ces masques qu'au tout début du confinement la hiérarchie interdisait de porter sous menace de sanction « pour ne pas effrayer le client », sont obligatoires depuis le 1^{er} septembre. Des chefs sont tolérants et acceptent qu'on le retire pour manger ou boire, ou s'en griller une. C'est une autre ambiance ailleurs, par exemple chez les agentEs de vente ou d'accueil de certaines gares parisiennes où des rappels à l'ordre et menaces de sanctions commencent à tomber... À Saint-Lazare, découverte de deux collègues touchés par

le virus. On pourrait protéger les autres en les renvoyant chez eux en attente de test ? C'est dans ce sens qu'alertent des délégués syndicaux. Mais désaccord de la direction. Peu après, découverte de deux autres collègues malades et même topo ! Des collègues doivent se mettre en arrêt par leurs propres moyens. À la gare de l'Est, un cheminot de l'escala, militant Sud-Rail, est hospitalisé. Combien de cas qu'on ne connaît pas ? Et les patrons disposent d'un nouveau joujou juridique : la possibilité de sanctionner, jusqu'au licenciement, pour non-port du masque en entreprise. Les mêmes dirigeants SNCF qui n'iaient en mars l'utilité des masques et s'opposaient aux droits de retrait, se voient délivrer par le gouvernement un permis de tirer sur les cheminotEs pour motif sanitaire, surtout dans les

services où les réorganisations (et les réactions) sont nombreuses.

Vers une mobilisation le 17 septembre

Les fédérations CGT et SUD-Rail ont déposé leurs préavis de grève pour la journée du 17 septembre prochain. Bruno Le Maire a bien énervé en disant ne pas comprendre les motifs de la grève, ainsi que certains médias qui l'ont présentée comme une grève de cheminotEs alors qu'elle est interpro. Cela dit, des collègues qui se sentent favorisés par rapport à celles et ceux qui ont perdu leur travail ou risquent de le perdre, émettent la crainte d'être mal vus en se mettant en grève. Les discussions sont entamées, des tournées syndicales sont programmées. C'est reparti, même sous les masques !

Correspondant du secteur cheminot

HÔPITAL ENTRE INQUIÉTODES SUR LE MONDE « D'APRÈS » ET RETOUR AU MONDE « D'AVANT »

En ce début septembre, le nombre de contaminations par le Covid explose. Les carences des moyens de dépistage pour enrayer l'épidémie éclatent. Même si pour l'instant le nombre de patientEs hospitalisés reste modéré, il repart à la hausse.

La question n'est plus de savoir s'il y aura une « deuxième vague » de patientEs Covid dans les établissements hospitaliers, mais dans quels délais, quelle sera son ampleur et quels moyens auront les équipes pour y faire face.

Les personnels ont pu un peu récupérer. Les stocks de matériel de protection et de moyens de réanimation ont été reconstitués, même si des tensions subsistent toujours. Les équipes ont surtout tiré les leçons de la dure expérience du printemps et sont mieux préparées à faire face. Mais l'été a montré que face à une recrudescence de l'épidémie dans certains départements, le système hospitalier pouvait être, à nouveau, très vite débordé. C'est ce qui s'est produit au Centre hospitalier de Laval (Mayenne) où, depuis le 19 août, les personnels du service accueillant les patients Covid sont en grève, rejoints par la gériatrie le 26 août. Ils et elles réclament des recrutements permanents pour remplacer les renforts temporaires qui leur avaient été accordés et sont repartis. La direction refuse en raison des contraintes budgétaires, et, dit-elle, de son incapacité à recruter.

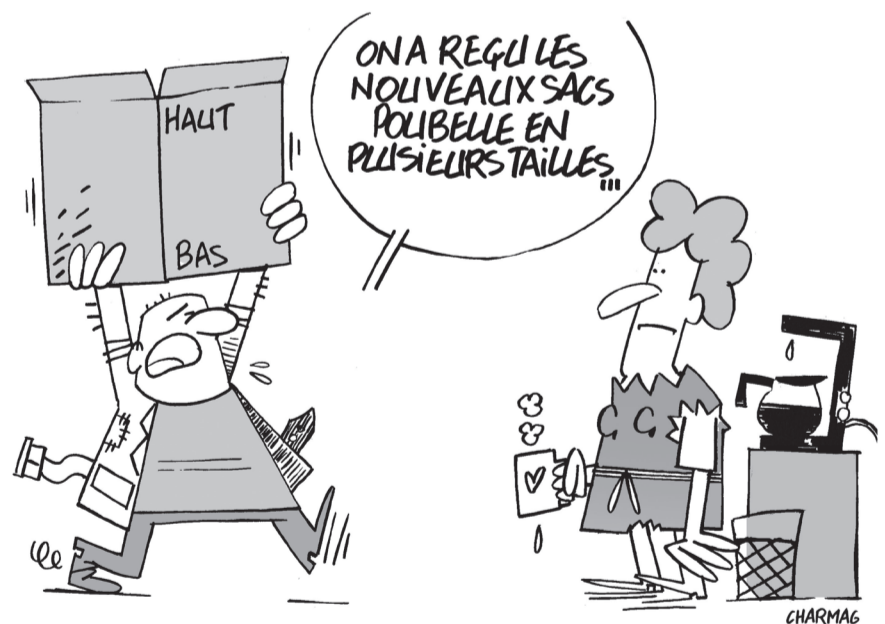
Les lendemains du « Ségur »

Les lendemains de l'accord du « Ségur de la santé », signé en juillet par trois organisations syndicales, ne suscitent pas l'euphorie. Les augmentations de salaires, arrachées par la mobilisation des hospitalierEs et de leurs soutiens, avec notamment la grande mobilisation du 16 juin, sont les bienvenues. Mais rien de ce qui concerne le point qui était au centre des revendications : les recrutements

Après le temps de la lutte contre le Covid, sans moyens et sans protection, après les annonces du « Ségur » de la santé, de quoi les mois qui viennent seront-ils faits ?

C'est la question qui partout se pose en cette « rentrée ». L'inquiétude monte dans les services hospitaliers, alors que l'épidémie est en plein essor et que les hospitalisations repartent à la hausse. Au quotidien, malgré la revalorisation des salaires, c'est le retour au « monde d'avant » : austérité, pénurie de personnel et gestion d'entreprise.

DU FRIC POUR L'HÔPITAL PUBLIC!



indispensables pour permettre à l'hôpital et aux EHPAD de remplir leurs missions et aux personnels de travailler dans des conditions acceptables ne sont toujours pas là. Pire, rien n'annonce le bout du tunnel, au contraire.

Aucun calendrier précis et financé de créations d'emplois n'est annoncé. Ce qui est concret et immédiat c'est l'accroissement, accepté par les signataires (CFDT, FO, UNSA), de la flexibilité, et la mise en cause, de fait, des 35 heures. Les salariéEs en prennent conscience. Nos correspondantEs dans les établissements font état de discussions sur la possibilité de « s'offrir » un temps partiel, en profitant des augmentations de

salaire. En un mot de diminuer le temps passé au travail et sa pénibilité... en renonçant à avoir un salaire plus élevé.

Partout la gestion pure et dure reprend le dessus, tandis que les Agences régionales de santé et les directions poursuivent les restructurations, regroupements et fermetures de services. Signe des priorités de ce gouvernement : le *Journal officiel* du 4 septembre publie un décret « relatif aux mesures d'accompagnement en cas de suppression d'emploi dans la fonction publique hospitalière », un véritable bras d'honneur aux hospitalierEs qui revendiquent les milliers de créations de postes indispensables.

Cassée par la signature de l'accord du Ségur, la fatigue et les difficultés pendant l'été, la mobilisation est donc, à nouveau, la seule voie qui s'ouvre aux hospitalierEs en cette rentrée, au côté des autres salariéEs. Une nouvelle fois, la faiblesse du syndicalisme hospitalier, doublée de l'absence de réelle volonté de mobiliser de la part de ses principales directions, compliquent la tâche, mais la dynamique de la mobilisation de juin de la lutte des personnels et de ceux qui les soutiennent peut vite renaître. L'échéance du 17 septembre doit permettre de relancer le mouvement.

Jean-Claude Delavigne

AUTOMOBILE En Moselle, Daimler-Mercedes-Benz brade un site de 1600 emplois



Le 14 juin, la presse vantait l'importance des investissements (500 millions d'euros) pour passer dès l'automne de la petite Smart électrique à la production d'un SUV également électrique, le site de production d'Hambach (Moselle) passant de 60 000 à 140 000 m². Le 4 juillet, c'est la mise en vente!

Mille salariéEs de Mercedes et 600 dans la sous-traitance s'activent ici chaque jour depuis l'inauguration en 1997 par Chirac et Kohl. L'argent public coule à flots au nom de «l'amitié franco-allemande», avec le Fonds pour l'industrialisation du bassin houiller. Mais la mécanique se grippe : il y a quatre ans, pour «sauver l'emploi», après un scandaleux vote à deux tours, on travaillera 39 heures payées 37. Et rien n'a été sauvé!

Ineos, calamiteux repreneur, est sur le coup

Les discussions avec l'éventuel repreneur, Ineos Automotive, semblent très avancées. Seuls 500 à 700 emplois seraient dans les plans pour la production d'un 4x4 monstre. Le patron anglais, aventurier du capitalisme hautement carboné (chimie, pétrole, gaz de schiste) est aussi joueur : il possède le club de foot de l'OGC Nice et une équipe sur le Tour de France! Si aucun «investisseur» ne mérite qu'on s'en remette à lui pour garantir quoi que ce soit – on le voit bien avec Mercedes – celui-là moins que tout autre! «La France sera la première grande économie décarbonée» ose proclamer l'écotartuffe Castex.

Pour une riposte à la hauteur de l'attaque

Les salariéEs sont sous le choc et sentent bien que la «solution» Ineos n'en est pas une. Mais le centre de gravité de l'intersyndicale est CFTC/CFDT/CGE qui prônent un «dialogue dans la transparence». Le 24 juillet, une première manif a rassemblé 1 000 personnes (dont beaucoup d'élusEs). Une «grève du samedi» au succès mitigé est lancée. Nous mettons en discussion la réquisition, la reconversion du secteur auto, la convergence avec les boîtes en lutte. Le bradage tel qu'il se négocie ne vise qu'à garantir les intérêts financiers de Mercedes : il ne doit y avoir aucun préalable à une mobilisation pour l'emploi de toutes et tous. La gauche politique tente de se coordonner et le NPA participe à la discussion. **Fernand Beckrich**

«PLAN DE RELANCE»

France Relance ou Macron relance? Un plan pour le capital

À grands sons de trompe a été annoncé, le 3 septembre, le lancement du programme de relance intitulé «France relance». Le Premier ministre Castex a proclamé qu'il s'agissait d'une «méthode nouvelle» et en a martelé les priorités : transition écologique, compétitivité, cohésion et, bien sûr, l'emploi...

En fait, ce plan n'a que deux objectifs : relancer la présidence Macron et consolider les profits des entreprises dans l'espoir qu'il en résultera des conséquences positives sur l'activité et l'emploi. La première phase de la présidence Macron a été celle du «ruissellement» : la baisse des impôts sur les riches était supposée les conduire à investir et créer des emplois. Les deux mesures marquantes en ont été la quasi suppression de l'impôt sur la fortune et la mise en place du prélèvement fiscal unique qui sort les revenus du capital du barème général de l'impôt sur le revenu pour un traitement plus avantageux.

La baisse de la fiscalité sur les entreprises au cœur du plan

«France relance» est en fait la poursuite de cette politique, mais avec un axe déplacé : le noyau dur du plan est constitué par des aides aux entreprises, avec en premier lieu une réduction de 20 milliards des «impôts de production» avec comme hypothèse que tous les milliards déversés vont conduire à des embauches et à des investissements. La baisse de la fiscalité sur les entreprises est bien le cœur du plan de relance : la baisse prévue des impôts de production est de 20 milliards d'euros. En apparence, cela fait un cinquième de 100 milliards annoncés pour le total. En fait, les 20 milliards seront sans limite reconduits année après année alors que les autres mesures sont ponctuelles. Rien ne garantit que cet argent ne finira pas en dividendes, placements sur les marchés financiers, investissements à l'étranger...



L'exemple du CICE de Hollande est encore tout frais.

Quant au reste des dizaines de mesures, elles vont s'étaler dans le temps avec parfois des chantiers qui devraient être prioritaires et n'héritent que de montants dérisoires comme la rénovation énergétique des logements qui reçoit deux milliards d'euros.

Aucune mesure significative n'apportera un soutien direct aux revenus des ménages de salariéEs, de chômeurs, de retraités, aux jeunes en cours d'étude. Ce à quoi ils doivent s'attendre c'est à une application à un moment ou à un autre des mesures repoussées mais pas abandonnées : contre-réforme des retraites, restriction des conditions d'accès aux allocations chômage. Gageons qu'il n'y aura pas de coup de pouce

au SMIC. Quant aux mesures dérogatoires au droit du travail présentées comme transitoires au sommet de la pandémie, elles seront prorogées. Pas question, bien sûr, de la moindre mesure fiscale sur les hauts revenus. Ni des embauches nécessaires, face à la crise sanitaire, dans les hôpitaux et l'éducation.

Opposer un plan d'urgence

Le Maire, le ministre de l'Économie, avait annoncé que le plan permettrait la création de 200 000 emplois en 2021. Le lendemain, prudemment, Castex ramenait ce chiffre à 160 000. En fait, 200 000 ou 160 000, c'est dérisoire par rapport aux quelque 800 000 perdus en 2020. En fait, loin de marquer un cap nouveau, ce plan s'inscrit dans la continuité de la politique macronienne depuis 2017. Économiquement, la France (comme les autres pays capitalistes) va continuer à être ballottée par la crise sanitaire et sociale tandis que se creuseront les déficits budgétaires, prétextes demain et après demain à des réductions

de dépenses sociales ou dans les services publics. Et «ceux d'en bas» vont en faire les frais. Le «sale boulot» de casse des acquis continue. Tout au plus, Macron fera en sorte que de tout cela résultent quelques chiffres qui, mis en scène, lui serviront pour la campagne présidentielle de 2022.

Les directions syndicales critiquent avec plus ou moins de force l'absence de contreparties de la part des entreprises au plan de relance. Ce n'est pas faux mais ce n'est pas le fond du problème : «France relance» est un mauvais plan qui ne sert que le capital. Le mouvement ouvrier devrait lui opposer son plan d'urgence : embauches massives dans l'éducation et la santé, réduction des heures de travail sans perte de salaire, interdiction des licenciements, socialisation des banques, prélèvement massif sur les richesses et les hauts revenus, aides aux artisanEs, petitEs paysanEs et petitEs commerçantEs réellement en difficulté.

Henri Wilno

RÉPRESSION Meeting interprofessionnel contre la répression au travail le 16 septembre à Paris

Licenciement d'un conseiller Pôle emploi et d'un gréviste de la SNCF en juillet, déplacement d'office d'un inspecteur du travail et révocation d'un gréviste de la RATP en août, conseils de discipline de grévistes de l'Éducation nationale ou de la Poste à la rentrée, jusqu'à des mises à pied voire des licenciements dans la Santé en pleine épidémie... sans compter les nombreux cas qui restent dans l'ombre car la répression isole.

Déconfinement de la répression

Depuis quelques mois et d'autant plus à la faveur de l'été, c'est à un véritable déconfinement de la répression que nous assistons dans les entreprises et les services

Rendez-vous le mercredi 16 septembre, à partir de 19h30, à l'annexe de la Bourse du travail de Paris (salle Hénaff), 29, bd du Temple, Paris 3^e (métro République). Le meeting sera également diffusé en live sur Facebook.



publics, avec l'appui du gouvernement. Répression pour son activité syndicale, répression pour s'être mobilisé notamment lors de la grève historique de cet hiver,

répression pour avoir lancé l'alerte, ou même simplement pour avoir fait son travail... Face à cette violence patronale et gouvernementale qui s'abat sur l'ensemble

du monde du travail, une dizaine de comités et campagnes de soutien ont décidé de s'unir et d'appeler à la solidarité interprofessionnelle pour mettre fin à ce management par la peur! Comités et campagnes de soutien de: Anthony Smith (responsable syndical à l'inspection du travail), Alexandre El Gamal (RATP), Éric Bezou (SNCF), Yann Gaudin (Pôle emploi), les 3 de Melle (éducation), les infirmiers du Rouvray (hôpital), Anissa Amini (EHPAD), Vincent Fournier (La Poste), Gaël Quirante (La Poste), Roga et Victor (université).

ÉCOLOGIE Plan de relance du gouvernement: Castex écotartuffe!

Le plan de relance de Castex-Macron prétend faire de la France «la première grande économie décarbonée européenne». En réalité, cette «croissance durable et juste» (sic) veut relancer la machine à profits tout en amadouant celles et ceux qui ont pris conscience de l'importance de protéger les vies, la santé, l'environnement.

Si le Covid-19 a pu enrayer l'économie mondiale, c'est que la bête était déjà bien malade. L'important, pour le gouvernement, est donc de redémarrer la machine grippée... comme avant. Qui peut croire que les «30 milliards verts» seront utiles pour contenir la hausse des températures sous

BIOCOOP « Continuer jusqu'à la victoire »

Peux-tu revenir sur les raisons de la grève à Biocoop qui a pour point de départ le refus du travail du dimanche mais dont les revendications dépassent cette seule question ?

À Biocoop – Le Retour à la Terre, deux magasins à Paris, nous avons appris juste après le déconfinement que les magasins étaient mis en vente et que les ouvertures le dimanche allaient commencer au mois de septembre sur le magasin de la rive droite (11^e) pour que la patronne puisse avoir la vente la plus profitable possible.

Cette nouvelle a été perçue comme un énorme choc car on s'était tué à la tâche pendant trois mois et on s'est rendu compte que nos conditions de travail pendant le confinement ont mis en évidence des problèmes qui existaient déjà depuis de très nombreuses années au Retour à la Terre : un management toxique, pas de grille de salaires respectée, aucune écoute des salariéEs, plusieurs licenciements abusifs dans l'histoire de la boîte.

C'est donc assez naturellement qu'une réunion inter-magasins a été mise en place car les employéEs ont immédiatement souhaité organiser leur colère. C'est dans ce cadre d'auto-organisation qu'on a lancé

Entretien. Nous avons rencontré Konstantin, salarié à Biocoop à Paris, suite à la nouvelle journée de grève et de mobilisation dimanche 6 septembre.



Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

ce mouvement de grève contre les ouvertures le dimanche, pour que les collègues souhaitant partir puissent avoir des ruptures conventionnelles et toucher le chômage pour lequel ils ont cotisé toutes ces années, pour que les salaires soient revalorisés car on est extrêmement nombreux à faire des tâches de grades supérieurs sans reconnaissance de nos qualifications, et pour que l'on puisse disposer de deux jours consécutifs de repos hebdomadaire pour garantir notre santé au travail.

Comment envisages-tu la suite après les trois journées de mobilisation depuis juillet ?

Après le Ségur de la santé, on a le droit cette semaine au Ségur de Biocoop – Le Retour à la Terre. Plutôt que de négocier avec notre délégation de grévistes, notre patronne a décidé de mettre en place une réunion plénière pour raconter l'histoire de l'entreprise et répondre aux interrogations des salariéEs qui lui auront envoyé des questions à l'avance par mail... Nous ne nous faisons pas d'illusions et comptons bien continuer notre mobilisation jusqu'à la victoire. Nous avons à présent deux axes : notre lutte locale propre à notre franchise mais également le combat au niveau national car depuis la médiatisation de notre grève, ce

sont des salariéEs d'une vingtaine de magasins Biocoop en France qui nous ont contactés pour témoigner de leur envie d'élargir la grève dans leurs magasins car ils vivent également la dégradation de leurs conditions de travail mais aussi du harcèlement et parfois des licenciements.

Samedi 12 septembre, nous organisons un piquet de grève devant le magasin de la rive gauche au 5 rue Le Goff (5^e), et le jeudi 17 septembre nous organisons un cortège commun dans la manifestation parisienne avec les collègues en lutte des autres villes qui montent à Paris pour l'occasion parce qu'il est fondamental de renforcer les cadres d'auto-organisation, de coordonner le secteur pour lui permettre de mettre en place une riposte à la hauteur des attaques, en refusant les licenciements, les PSE, les attaques contre les conditions de travail tout en revendiquant la hausse des salaires et le partage du temps de travail pour que les travailleurEs, la jeunesse, les chômeurEs ou les retraitéEs ne paient pas la crise.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz



RÉPRESSION Roland Veillet : plus de 100 jours en prison

Mercredi dernier, comme tous les mercredis depuis l'incarcération de Roland, une quinzaine de militantEs (ils et elles sont parfois le double, voire le triple) se sont retrouvés devant la prison de Nîmes. Ils et elles réclament la libération de Roland et lui apportent toutes les semaines le soutien indispensable.

Ces militantes et militants sont des travailleuses et travailleurs qui ont vu leurs droits disparaître petit à petit et en même temps leurs possibilités de vivre décemment, qu'ils et elles soient aujourd'hui en situation d'emploi, de précarité ou de handicap. Ils et elles sont les excluEs de cette société de compétition financière.



Le combat continue

Roland n'est fautif que de rébellion, de dénonciation de pratiques contraires aux droits de l'homme. Roland est en prison depuis plus de 100 jours et il tient le coup. Il a fait appel de son jugement. Comme cela est arrivé à plusieurs reprises, les représentants de l'ordre (bourgeois et capitaliste) sont intervenus lors du rassemblement de mercredi. Comme ils nous l'ont indiqué (ils n'étaient pas là pour penser), d'après leurs propos, ils étaient venus pour nous dire de porter le masque...

Devant cette mascarade de justice et ce déni de droits, nous ne pouvons qu'apporter notre soutien à Roland et aux militantEs présents tous les mercredis.

Christian Barbieux

BLANQUEFORT Ford se débarrasse d'une autre usine

Ce n'est vraiment pas une surprise. On pourrait dire que c'était même la suite logique, inscrite dans les plans de la multinationale.

Depuis le début des menaces, en 2005-2006, sur l'usine FAI qui a fini par fermer, on se disait que Ford ne liquiderait pas une usine sans se débarrasser de la deuxième. Ces deux usines construites en 1972-1973 ont été séparées juridiquement en 2001 : FAI (fabrication transmissions automatiques) restait Ford à 100% et GFT (transmissions manuelles) devenait une joint-venture, une société 50% Ford et 50% Getrag (équipementier automobile). Les deux usines commençaient alors une vie séparée avec le début de la division entre salariéEs, contrats de travail, syndicalement et bien sûr en perspectives d'avenir.

Danger imminent

Pendant la longue bataille contre la fermeture de FAI, la situation à GFT fluctuait. Les patrons affirmaient qu'il y aurait du travail pour longtemps donc pas d'inquiétudes à avoir, discours surtout pour rassurer les collègues et pour éviter que l'esprit de lutte d'à côté soit contagieux. Même si les chiffres de productions, de promesses d'embauches étaient à la hausse, restaient des ambiguïtés et des doutes pour la suite. En 2015-2016, le co-patron vend sa part qui est rachetée par un autre équipementier, Magna. La période qui suit est semée de rumeurs d'autres changements, notamment le départ de Ford.

Eh bien voilà, cela est maintenant officiel, Ford, qui est le seul client de l'usine, vend sa moitié à l'autre co-patron qui avait déjà exprimé auparavant son faible intérêt pour le site, au point de penser partir lui aussi.

On ne peut pas affirmer que tout est écrit d'avance et que le scénario de la fermeture est déjà ficelé. Mais on peut sérieusement penser

que le danger est imminent, que les intentions de Ford comme de Magna sont de lâcher l'usine dans un délai rapproché. On peut même imaginer que Ford a d'abord voulu en finir avec FAI avant de partir de GFT. Il y a à peine quelques mois entre les deux événements.

Reconvertir l'usine avant qu'elle soit détruite

Les syndicats appellent à des actions pour dénoncer le départ de Ford, pour demander des garanties financières sur un éventuel plan de licenciements et de fermeture. Pour les salariéEs, il ne sera pas facile de se lancer dans une bataille après avoir été spectateurs durant des années de la lutte contre la fermeture de l'usine voisine. Pas facile car notre « défaite » peut malheureusement renforcer la résignation, le sentiment qu'on ne peut rien y faire. Et pourtant, il faudra bien tenter pour résister, pour refuser la fatalité, pour contrecarrer les projets destructeurs de Ford, enfin pour secouer les pouvoirs

publics. Car finalement c'est là que tout se joue. C'est à l'État notamment de s'opposer aux logiques de course aux profits, c'est lui qui a les moyens, pas d'empêcher le départ de Ford, mais de faire payer la multinationale, de reprendre l'usine et les machines, de les réquisitionner, d'exproprier pour remettre l'outil de travail au service de la collectivité. La crise sanitaire a justement démontré la nécessité pour les pouvoirs publics de développer des productions de biens utiles à la population, donc là il s'agirait de reconvertir l'usine avant qu'elle soit détruite, avant de gaspiller le savoir-faire. Pour cela, il faut une profonde mobilisation, pas seulement des salariéEs concernés, plus ou moins directement, mais aussi de toute la population autour. C'est évidemment un problème de rapport de forces, car il s'agit d'imposer cette perspective de refuser la catastrophe. Au bout, il est question tout simplement de nos vies à toutes et tous.

Philippe Poutou



les 1,5 °C, objectif fixé en 2015 mais dont personne n'est sûr qu'il nous préserve de la catastrophe, sans s'attaquer aux bases du capitalisme ?

Où vont aller les « 30 milliards verts » ?

– La rénovation thermique des bâtiments publics réclamée depuis des années va

disposer de 5 milliards, à peine de quoi rattraper le retard. 2 milliards serviront à la prime pour les ménages qui ont déjà bien du mal à en disposer tant le dispositif est complexe.

– 11 milliards iront aux transports : réouverture de lignes ferroviaires et de trains de nuit précédemment fermées, développement des transports en commun et du vélo. Rien sur la gratuité des transports du quotidien qui pourtant fait ses preuves là où elle est financée. Rien sur l'abandon des projets autoroutiers inutiles. Le béton peut couler. La « voiture propre » (électrique !), qui pèse pourtant lourdement sur l'environnement, sert d'alibi pour des aides supplémentaires au secteur auto.

– 9 milliards investis dans l'énergie dont 2 milliards mis sur l'hydrogène, nouvel Eldorado technologique. Le nucléaire, dangereux et polluant, est relancé.

1,2 milliard pour décarboner l'industrie par des procédés moins polluants. En même temps, les subventions à Total et au parapétrolier TechbipFMC. Rien sur le sacro-saint « produire pour produire » qui ignore l'utilité des biens, comment ils sont produits, où, par qui, comment ils sont transportés, du moment que la publicité (secteur énergivore non remis en cause) se charge de les vendre. La 5G va poursuivre son expansion, sans réflexion démocratique sur son utilité sociale.

– 2,5 milliards à la reconversion de l'agriculture, la lutte contre l'artificialisation des terres, l'alimentation, la défense de la biodiversité. Potion lancée pour calmer les colères qui s'expriment sur ces sujets. Sans vergogne, Barbara Pompili annonce des dérogations sur l'usage des néonicotinoïdes tueurs d'insectes pollinisateurs (abeilles...).

Le MEDEF applaudit

Sans conditions ni contreparties, la pompe à finances arrose les entreprises (y compris celles du CAC 40) qui pourront continuer l'exploitation sur la lancée pour dégager des profits, sans souci du coût social, humain (licenciements, ubérisation, précarité...) et environnemental (extractivisme, pollutions, réchauffement...).

Écosocialisme ou effondrement

Avec Daniel Tanuro¹, nous expliquons qu'il est grand temps que les peuples du monde, unis dans les luttes écologiques diverses mais concordantes, s'organisent pour stopper cette machine infernale, le capitalisme. L'écosocialisme propose des pistes d'un nouveau projet de société, pour sortir l'humanité des crises qui la menacent.

Commission nationale écologie

¹ – Trop tard pour être pessimistes, chez Textuel.

Il y a 50 ans

Septembre noir en Jordanie

Suite aux guerres et aux victoires israéliennes de 1947-1949 et 1967, la majorité de la population palestinienne s'est réfugiée dans les pays frontaliers (Jordanie, Liban, Syrie notamment). L'ensemble de la Palestine étant occupée, c'est à l'extérieur que le mouvement de libération palestinien se construit, au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui regroupe la plupart des organisations palestiniennes, sous domination du Fatah de Yasser Arafat. L'année 1970 sera un tournant dans la lutte de libération, avec l'offensive jordanienne, en septembre, contre les camps de réfugiés, qui marquera durablement le mouvement national palestinien.

La principale base de l'OLP et de sa première composante, le Fatah, est la communauté palestinienne des réfugiés. Et c'est en Jordanie, où sont implantés la majorité des réfugiés, que le développement des organisations de guérilla est le plus notable. À la fin des années 1960, le centre de gravité de la lutte nationale palestinienne se situe donc en Jordanie, et notamment dans sa capitale Amman. Après la bataille de Karameh¹, des milliers de recrues viennent renforcer les organisations de guérilla, et ces dernières sont de plus en plus actives et « visibles » dans les rues jordaniennes. Elles exercent, de facto, un contrôle de plus en plus étendu sur les enclaves et les camps de réfugiés palestiniens, au sein desquels ce sont progressivement les milices de l'OLP qui organisent le maintien de l'ordre et la sécurité, contestant la légitimité de la police jordanienne. Des checkpoints sont établis, des patrouilles d'hommes en uniforme et en armes sont organisées, et les confrontations avec les policiers et militaires jordaniens se multiplient.

Double pouvoir en Jordanie

En novembre 1968, après une série d'incidents qui ont fait 29 morts et plus de 100 blessés, un accord est trouvé entre les organisations palestiniennes et les autorités jordaniennes, qui consiste en sept principaux points : les membres des organisations palestiniennes ne devront pas se déplacer en armes et en uniforme dans les villes ; ils devront posséder des papiers d'identité jordaniens ; leurs véhicules devront avoir des plaques d'immatriculation jordaniennes ; ils n'auront pas le droit d'arrêter et de fouiller des véhicules civils ; ils n'auront pas le droit d'inciter des appelés de l'armée jordanienne à les rejoindre ; les éventuels crimes et délits qu'ils commettront feront l'objet d'enquêtes menées par les autorités jordaniennes ; enfin, les conflits entre les organisations palestiniennes et le gouvernement devront être résolus par un conseil composé de représentants du Roi et de l'OLP. Cet accord est très en-deçà des exigences initiales des autorités jordaniennes, qui souhaitaient imposer à l'OLP, entre autres, des autorisations nominatives, délivrées par le ministère de l'Intérieur, pour toute entrée de membres de l'OLP sur le territoire jordanien, et la fermeture de l'ensemble des bureaux des organisations palestiniennes dans les villes jordaniennes. Ce recul du gouvernement jordanien témoigne d'un changement progressif dans le rapport de forces entre



Un camp de réfugiés après un bombardement jordanien. DR

les autorités étatiques et l'OLP, et participe de l'instauration d'une situation que l'historien Yezid Sayigh, entre autres, qualifie de « double pouvoir ». L'accord de novembre 1968 ne sera pas respecté par les organisations de l'OLP, dont les membres continuent notamment de patrouiller dans les rues et de contester les attributions de la police et de l'armée jordaniennes. Deux facteurs permettent d'expliquer ce développement, qui n'est ni souhaité ni contrôlé par Yasser Arafat et ses proches, qui demeurent attachés au principe de la « non-ingérence dans les affaires intérieures arabes ». Le premier de ces facteurs est le développement et la radicalisation de la gauche de l'OLP, qui refuse de se soumettre au principe de la non-ingérence ; le second est le faible contrôle de la direction de l'OLP sur les nouvelles recrues du Fatah, qui ont rejoint par milliers le mouvement après la bataille de Karameh, sans pour autant acquiescer à une discipline et adhérer à l'ensemble des principes de l'OLP.

Influence et radicalité de la gauche de l'OLP

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), principale organisation de la gauche de l'OLP, n'a pas renoncé à l'approche panarabiste de ses membres fondateurs, issus du Mouvement des nationalistes arabes. Ils considèrent la non-ingérence comme une faute stratégique, et préconisent le renversement des « régimes arabes réactionnaires », au premier rang desquels la monarchie hachémite. Établissant un parallèle avec le Vietnam, les dirigeants du

FPLP considèrent qu'Amman doit devenir le « Hanoï palestinien », indispensable base arrière pour reconquérir les territoires occupés par Israël du Jourdain à la Méditerranée. Le FDPLP, scission du FPLP, adopte également une rhétorique anti-Husseïn, appelant notamment à la création de soviets à travers la Jordanie. Les organisations de l'OLP pro-syriennes et pro-irakiennes (Saiqa et le Front de libération arabe), si elles ne sont pas orientées à gauche, font également preuve d'un radicalisme anti-Husseïn, compréhensible au regard des rivalités inter-arabes et des positions du Baath syrien à l'égard de la monarchie hachémite. Pour l'ensemble de ces organisations, le régime jordanien, considéré comme inféodé aux États-Unis et à Israël, est un obstacle à la libération de la Palestine et, au-delà, des peuples arabes. Les membres de ces organisations considèrent dès lors l'accord de novembre 1968 comme nul et non avenu, et encouragent les Palestiniens de Jordanie à se soulever contre le pouvoir hachémite.

Les jeunes recrues du Fatah sont influencées par cette rhétorique radicale et anti-impérialiste. Des centaines d'individus, mais aussi parfois des unités de guérilla, échappent partiellement au contrôle de la direction du Fatah, qui ne parvient pas à les empêcher de patrouiller dans les rues, d'entrer en confrontation avec l'armée et la police jordaniennes, de refuser de reconnaître l'autorité du Roi Husseïn, à l'image de ce que la plupart des autres organisations de guérilla recommandent à leurs membres. Plutôt que de s'opposer à ces développements, la direction Arafat a

tendance à les accompagner et à avaliser la mutation progressive de l'OLP en « État dans l'État » : « Le mouvement de guérilla avait désormais sa propre police militaire, ses propres tribunaux révolutionnaires, bureaux de l'information, médias, syndicats et, évidemment, ses forces armées payées à temps plein et ses "zones libérées" dans les camps de réfugiés »².

Les organisations palestiniennes pénètrent en outre la police et l'armée jordaniennes, dont certaines unités refusent de faire respecter l'accord de novembre 1968. Le Roi crée, en 1969, un « Service spécial » chargé de surveiller les activités des groupes palestiniens, d'y recruter des informateurs et de collecter des renseignements sur les organisations de guérilla (nom des dirigeants, effectifs, adresses, etc.). Les autorités créent ainsi un organe parallèle aux services de renseignements officiels, eux aussi largement infiltrés par les organisations palestiniennes. Cette décision témoigne de l'instabilité grandissante en Jordanie, des inquiétudes du régime et du degré de développement des

organisations de l'OLP dont l'extension et les pratiques posent, de facto, la question de la légitimité de l'appareil d'État jordanien. La situation de dualité de pouvoir s'approfondit en 1969 et 1970, les incidents armés se multiplient et, malgré des tentatives de médiation, la confrontation d'ampleur est inévitable. Les groupes armés palestiniens regroupent alors entre 15 000 et 20 000 combattants.

L'offensive jordanienne

La confrontation surviendra en septembre 1970. Durant les dix premiers jours du mois, les divers incidents entre organisations palestiniennes et armée jordanienne font environ 150 morts et 500 blessés. Le Comité exécutif de l'OLP se réunit en urgence, nomme Yasser Arafat commandant en chef des forces armées palestiniennes et appelle à une journée de grève générale le 16 septembre. Les autorités jordaniennes décident alors de lancer une offensive d'ampleur contre les organisations palestiniennes la veille de la journée de grève, et l'armée entre en action le 15 septembre. L'offensive sera violente et relativement courte (deux semaines), la défaite des organisations palestiniennes sera totale et, malgré un accord de cessez-le-feu signé dès la fin du mois de septembre, qui ne sera respecté par aucune des parties, l'appareil de l'OLP sera, en définitive, contraint de fuir la Jordanie à la fin de l'année 1971.

Dès le 26 septembre, sous la pression des États arabes, le Roi Husseïn accepte une proposition de cessez-le-feu, qui entrera en vigueur au cours du mois d'octobre. Le bilan est déjà très lourd, puisque le nombre de victimes s'élève alors à au moins 3 500, dont une grande majorité de civils palestiniens, morts dans les bombardements intensifs des camps de réfugiés. Le 13 octobre, un accord spécifique est signé entre l'OLP et Husseïn, qui réduit les marges de manœuvre des organisations de guérilla sans toutefois les interdire ou les bannir de Jordanie. Au sein de l'OLP, ces différents accords sont largement critiqués

par la gauche, qui accuse la direction Arafat d'avoir adopté une posture défaitiste, et d'avoir refusé de mener la lutte jusqu'au renversement du régime hachémite. La défaite militaire affaiblit toutefois la gauche palestinienne qui, malgré ses appels à une refonte des institutions de l'OLP qui se sont avérées, selon elle, incapables de proposer une politique et un programme aux organisations palestiniennes, va être écartée des instances de l'OLP par les cadres du Fatah. La direction Arafat déduit en effet des événements qui ont conduit à la défaite de septembre « [qu'] il était temps de marginaliser le Comité central [de l'OLP] au profit du Comité exécutif qu'elle dominait et duquel les plus petites organisations étaient exclues. [...] Le Comité central ne fut pas dissout (même si son nom fut changé en "Conseil central"), mais Arafat tira bénéfice du déclin de la gauche pour concentrer les pouvoirs dans les mains du Comité exécutif »³.

La direction de l'OLP ne parvient toutefois pas à contenir l'ensemble des organisations de guérilla, y compris celles liées au Fatah, et les affrontements, plus sporadiques, se poursuivent. Les autorités jordaniennes sont dès lors convaincues de la nécessité de mettre un terme aux activités militaires des factions palestiniennes et, au cours de l'année 1971, démantèlent peu à peu les différentes cellules et assoient progressivement leur autorité sur les différentes « poches » qui échappent encore à leur contrôle. Cette défaite pousse la direction du Fatah à tenter de négocier avec les autorités jordaniennes, à la fin de l'année 1971, un accord permettant au Fatah de poursuivre ses activités politiques en Jordanie, à condition qu'il renonce à ses activités militaires. Ces négociations sont à l'image des diverses stratégies à l'œuvre au sein de l'OLP : tandis que les organisations de gauche privilégient la lutte contre le régime jordanien, la direction du Fatah tente avant tout de préserver un sanctuaire au sein du royaume hachémite, quitte à renoncer ou, tout du moins, à accorder une moindre importance à la lutte armée. La priorité est donc la sauvegarde de l'appareil d'État en construction, quitte à revoir à la baisse les exigences politiques originelles. Mais l'assassinat le 28 novembre, au Caire, du Premier ministre jordanien Wasfi al-Tal, par un commando se revendiquant d'un groupe alors inconnu, Septembre Noir, sonne le glas des espoirs palestiniens. Les autorités jordaniennes accusent le Fatah d'être responsable de l'assassinat, décrètent la loi martiale et ferment les bureaux de l'OLP en Jordanie, contraignant l'appareil d'État en formation à migrer vers un nouveau territoire : le Liban.

Julien Salingue

1 – En mars 1968, au cours de la bataille de Karameh (ville jordanienne), menée par le Fatah, la guérilla palestinienne sous-équipée a pour la première fois tenu tête aux forces armées israéliennes.

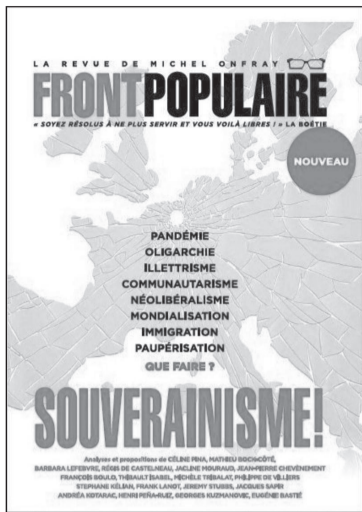
2 – Yezid Sayigh, *Armed Struggle and the Search for State. The Palestinian National Movement, 1949-1993*, New York, Oxford University Press, 1997, p. 244.

3 – *Ibid.*, p. 273-274.



Yasser Arafat à Amman en août 1970. DR

«Revue»



Michel Onfray, Front populaire ou café du commerce ?

À propos de la nouvelle revue de Michel Onfray, «Front populaire».

la montée du fascisme en Europe. Léon Blum était un réformiste, certes ; mais il savait où étaient sa gauche et sa droite, lui ! Pire encore, quand on regarde les noms des contributeurs du premier numéro de la revue d'Onfray qui prétend rassembler à gauche et à droite, on pense au pâté d'alouette : une minuscule alouette de gauche (Henri Peña-Ruiz et Céline Pina, tous deux en rupture avec la gauche sur l'Islam, Peña-Ruiz s'étant lui-même revendiqué «islamophobe» aux Journées d'été de LFI 2019) et un énorme cheval de droite (tous les nombreux autres). Si on trouve au fil des pages de la revue une bonne partie des penseurs conservateurs du *Figaro* (Alexandre Devechio, Eugénie Bastié, Mathieu Bock-Côté, l'ex-procureur Philippe Bilger), on peut aussi y dénicher des plus radicaux comme Thibault Isabel, cadre de la Nouvelle Droite qui a même le privilège d'être représenté avec deux articles dans ce premier numéro de *Front populaire* ; il est le seul à être dans ce cas avec l'économiste obsédé par la sortie de l'euro comme recette-miracle pour résoudre tous les maux, Jacques Sapir. Isabel, rédacteur en chef de *Krisis* (une revue créée en 1988 par Alain de Benoist, l'idéologue en chef de GRECE) a publié, en 2017 un livre sur Pierre-Joseph Proudhon. Onfray s'intéresse aussi à Proudhon depuis 2011 et a «dialogué» publiquement sur cette question avec Alain de Benoist. Voilà, peut-être, le point

de convergence qui aura fini par le conduire au côté de la mouvance du GRECE. L'ascendant de ce courant idéologique sur la revue lancée par Onfray semble considérable. Ce n'est plus une revue, c'est un apéro chez les fachos ! Enfin, Stéphane Simon, le directeur de la revue et «bras droit» d'Onfray, fut longtemps un proche de Thierry Ardisson. Simon est un spécialiste des médias trash et réacs comme lorsqu'il était rédacteur-en-chef d'*Entrevue*. On peut supposer que dans l'affaire *Front populaire*, c'est d'abord la marge bénéficiaire qui l'intéresse avant les idées.

La cause du peuple

Si on n'y fait pas attention, le projet d'Onfray peut sembler intéressant : être le réceptacle des Gilets jaunes et de la France périphérique dans une vaste agora numérique. Pour autant, l'ambition présidentielle est bien mal dissimulée : Onfray a déjà un premier meeting le 1^{er} octobre à Marseille. Onfray est certes populaire (il est crédité de 9% dans une projection IFOP pour la présidentielle) mais la concurrence sera rude sur le créneau souverainiste : Marine Le Pen, Dupont-Aignan, Jean-Frédéric Poisson ou Jean-Marie Bigard ont déjà annoncé leur candidature ou s'y préparent et tous se disputent le titre «d'idole des Jaunes» pour représenter les Gilets jaunes sans avoir jamais mis les pieds dans une manif.

Michel Onfray utilise de manière très problématique le mot «peuple» pour ne pas avoir à parler de classes sociales... Il cherche d'ailleurs à associer les Gilets jaunes, mais n'aura apparemment trouvé, pour les représenter dans sa revue, que la signature de Jacline Mouraud. Sans relais à gauche, Onfray ne trouve pas beaucoup de nouveaux amis à droite. À noter que si la Nouvelle Droite le soutient de tous ses (faibles) moyens, une bonne partie de l'extrême droite est beaucoup plus sceptique sur le personnage : pas assez antisémite pour Alain Soral, pas assez catholique pour Marion Maréchal, trop instable pour Marine Le Pen. Pour l'instant, l'arc des forces politiques rassemblées est maigre : La République souveraine de Kuzmanovic et des dissidents de l'UPR. Ça ne va pas bien loin... Tout ce petit monde fantasmait autour du «modèle Macron» de la victoire électorale sans parti : un chef charismatique et internet suffiraient à gagner une élection présidentielle. C'est oublier un peu rapidement un élément essentiel de la victoire de Macron : le soutien sans faille de tous les médias et des puissances d'argent. Pour l'instant, la très ennuyeuse revue de Michel Onfray ressemble à un café du commerce sans les cacahuètes, voire même aux débuts d'Alain Soral : beaucoup d'ego et rien derrière.

Commission nationale antifasciste

A lors que le 15 septembre prochain sortira le deuxième numéro de sa revue *Front Populaire*, il est nécessaire de comprendre le projet et la trajectoire de Michel Onfray. Fils d'ouvrier agricole et longtemps ancré à gauche, Onfray, après avoir beaucoup papillonné politiquement, passant des libertaires à Mélenchon, semble désormais emprunter un itinéraire très à droite, un peu comme avant lui Renaud Camus, jadis figure de la cause gay devenu un prophète halluciné du «Grand remplacement». Comme disait Léo Malet : «Je suis devenu réactionnaire en vieillissant car toutes les maladies vous atteignent».

Le cheval et l'alouette

Première supercherie : l'usurpation du nom Front populaire (Rassemblement national était déjà pris...) pour désigner une alliance assumée entre gauche et droite «souverainistes». Pure escroquerie : le Front populaire de 1936 était une coalition de partis de gauche et seulement de gauche, opposés à

Musique

Sarāb

1 CD, chez InOùie Distribution.



Is et elles font partie de cette génération grandissante de musicienEs de jazz pour qui le mélange des genres n'est pas un vain mot. À tel point que, devant tant de diversité musicale, on en vient à se demander comment nommer leur catégorie sans être réducteur. La musique du Moyen-Orient, incarnée avec intensité par la chanteuse franco-syrienne Climène Zarkan et ses cinq comparses, se frotte ainsi sans complexe à des traitements singulièrement aventureux, et incorpore à ses mesures irrégulières des couleurs électro et une très forte dose d'électricité. Les titres en majorité basés sur des thèmes traditionnels s'appuient sur des textes où les paroles d'amour, on ne peut plus imagées, disent en creux les tourments de la guerre, des désunions et de l'exil.

Fusions incandescentes

Un bassiste au son énorme qu'on jurerait issu d'un groupe de métal ; un tromboniste dépassant les limites supposées de son instrument (pouvait-on imaginer possibles les ornements mélodiques typiques de ces gammes avec un instrument à coulisse ?) ; une chanteuse – également quelquefois par la force des choses pianiste sur scène – dont la voix se laisse volontiers accompagner par celle des ses acolytes dans une délicate alchimie : lorsque l'émotion des harmonies vocales nous devient presque trop évidente, des explosions sonores inattendues peuvent alors s'inviter par à-coups. Emmené sous la direction artistique de Climène et de Baptiste Ferrandis – guitariste à la présence scénique contenue mais aux sonorités débridées – le groupe ne rechigne pas à logner du côté de la pop avec son titre «Habibati» et son refrain entêtant. Pas sûr que cela suffise à les faire connaître d'un très grand public (on est quand même dans une écriture très pointue), mais ce jeune groupe franco-syrien nous rappelle avec délectation l'intérêt qu'il peut y avoir à se laisser bousculer, pour découvrir les très belles choses qui peuvent surgir, non pas d'un tiède «métissage», mais de fusions incandescentes comme celle-ci de la tradition et de la modernité.

Benjamin Croizy

Essai

La raison des plus forts : chroniques du procès de France Télécom

Coordonné par Éric Beynel. Les éditions de l'Atelier, 328 pages, 21,90 euros.

Bonne idée que celle d'Éric Beynel de publier une compilation de témoignages de personnalités syndicales, associatives, du spectacle et de la littérature ayant suivi le procès de France Télécom permettant de lire ou relire¹ de multiples points de vue sur le déroulement d'un procès qualifié d'hors normes. Celui de huit dirigeants de France Télécom dont l'ordonnance de renvoi en correctionnelle retenait le cas de 39 victimes, dont 18 suicides et 13 tentatives de suicide de 2008 à 2010, dans le cadre d'une réorganisation visant, selon les accusés, à sauver l'entreprise dans la lutte sans merci contre la concurrence, au prix de la suppression de 22000 postes.

«Il faut marquer un point d'arrêt à cette mode du suicide»

Pour obtenir ce résultat la direction engage une politique assumée de harcèlement collectif : «Ce sera un peu plus dirigiste que par le passé» ; «Il faut qu'on sorte de la position "mère poule"» ; «Ces 22000 départs, je les ferai d'une façon ou d'une



autre, par la fenêtre ou par la porte», (le PDG Didier Lombard). Ainsi que les conséquences : «Lorsqu'on secoue fort un arbre, les fruits trop mûrs ou pourris tombent» ; «Il faut marquer un point d'arrêt à cette mode du suicide qui, évidemment, choque tout le monde.» Des comportements intolérables qui ne font courir qu'un risque juridique bien mince : un an de prison ferme et 15000 euros d'amendes.

Malheureusement, on peut douter que ce procès ouvre une situation nouvelle dans le combat contre les pires méthodes de management à l'heure où les réformes du Code du travail ont drastiquement réduit les moyens et prérogatives des institutions représentatives du personnel et au moment où l'inspection du travail subit une offensive inédite. Une interrogation qui donne plus de sens à l'approche de Serge Quadrupani : «Pour rendre la honte encore plus honteuse en la livrant à la publicité, il était bon que les syndicats parviennent à porter sur le plan judiciaire la résistance au harcèlement patronal. Mais on ne doit pas oublier que si cette résistance a pris cette forme, c'est parce que la technique d'individualisation-psychologisation a fonctionné à plein, et qu'il n'y a pas eu de lutte collective d'ampleur en réaction aux attaques managériales. Ce qu'on appelle maintenant "souffrance au travail" était nommé autrefois "aggravation de l'exploitation". C'était quand même plus clair, non ? Pour la masse des salariés, une belle et bonne grève à outrance aurait sûrement bien davantage "restitué une marge

de manœuvre" pour reprendre les termes de psychologue-clinicien, que toutes les bonnes paroles des psychologues-techniciens.»

Robert Pelletier

1 – La plupart des contributions sont consultables sur le site de Solidaires.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie *la-breche.com*

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Rencontres de la Brèche, Amérique latine, les gouvernements progressistes dans l'impasse

Vendredi 11 septembre

à 18 h 30, à la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e (métro Daumesnil).

En cette date anniversaire du coup d'État au Chili, débat avec Franck Gaudichaud, l'un des coauteurs de cet essai sur la conjoncture actuelle en Amérique latine, la crise des gouvernements «progressistes», le retour en force des droites et extrêmes droites et le renouveau des luttes populaires dans toute la région.

« L'intervention policière a fait dégénérer une manif qui s'était déroulée dans le calme »



Entretien. Le 7 septembre, quatre militantEs niçois étaient jugés pour de prétendues «violences», lors d'une manifestation, suite à des provocations de membres du «syndicat» policier Alliance. **Olivier Sillam**, 50 ans, enseignant, militant du NPA, ancien secrétaire national du SNES-FSU pour la tendance École émancipée, est l'un d'entre eux. Il a répondu à nos questions.

Peux-tu revenir sur les faits qui vous valent d'être convoqués devant un tribunal ?

Le 9 mai 2019, lors d'une manifestation syndicale de la fonction publique, des militantEs du syndicat de police Alliance se sont imposés dans une manifestation où ils n'étaient pas désirés, compte tenu de leur positionnement à l'extrême droite.

Dès le début, des organisateurEs de la manifestation leur ont interdit de déployer leur drapeau et de prendre la parole. Dès lors, ces policiers, qui n'étaient pas en service et donc sans brassard réglementaire, ont collé au sein du cortège aux syndicalistes de Solidaires étudiantEs et de la FSU qui s'étaient montrés – avec la CGT – les plus actifs pour leur refuser l'accès à la manifestation. Il faut savoir qu'un ordre précis de défilé avait été établi par les organisations syndicales : la CGT devant, la FSU au milieu, suivie par la CFDT... La CGC, auquel est affilié Alliance, devait manifester en queue des 9 OS. Les militants d'Alliance n'avaient donc rien à faire juste derrière le cortège de la FSU (auquel s'étaient joints des militantEs de Solidaires à titre amical), ce qu'ils ont pourtant fait. Ceci dit, la manifestation s'est bien passée, comme toujours à Nice. En milieu de manif, en rappelant le contexte du 1^{er} Mai 2019 où des syndicalistes avaient été gazés sans raison par la police, des militantEs FSU et Solidaires ont lancé deux slogans : « Police partout, justice nulle part » (ce qui n'est qu'une citation de Victor Hugo parlant du gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte) et « Ils tirent au LBD, à bas les condés, ils tuent, ils blessent, à bas les CRS » (slogan entendu dans de nombreuses manif en France durant le mouvement des Gilets jaunes). Ce que nous n'avions pas vu, c'est que des policiers de la BAC s'étaient rapprochés des militantEs syndicaux.

À la fin de la manifestation qui se disperse dans le calme, deux jeunes de Solidaires étudiantEs, Dany et Alec, sont arrêtés discrètement par la BAC. Puis, ils viennent vers moi, alors que la manif est en train de se disperser et que je suis avec ma fille de 23 ans. Ils me demandent mes papiers. Je les leur donne mais leur demande pourquoi ? Outrage, disent-ils ! Je demande quel outrage ? Ils me répondent « condé » ! Je leur réponds que j'ai le droit de les critiquer comme eux ont le droit de me critiquer. Ils demandent à vérifier mon sac. Je leur donne en le jetant à leurs pieds. Ils me demandent alors de les suivre. Ma fille appelle à l'aide et a droit à sa clé de bras. J'appelle à l'aide et me retrouve violemment plaqué au sol avec clé d'étranglement et trois policiers sur mon dos (plaquage ventral). Je me suis vu partir en pensant qu'Adama était mort de la même manière. J'ai vu un genou sans savoir à qui il appartenait et je l'ai mordu. La pression s'est relâchée et j'ai été embarqué. Plusieurs vidéos montrent la violence de cette interpellation. Dans



le fourgon j'ai retrouvé Delphine, arrêtée elle aussi. Toute ce qui restait de la manif, plusieurs centaines de personnes, a tenté de s'interposer. L'intervention policière a fait dégénérer une manif qui s'était déroulée dans le calme. Nous avons fait 24 h de garde à vue. Durant l'interrogatoire il ont essayé de me coller « menaces de mort » en disant que « À bas » venait du verbe abattre ! Heureusement ils ont évité d'être ridicules. Alec et Dany sont poursuivis pour « outrage », Delphine pour « violence » et moi pour « outrage, rébellion et violence ». De mon côté j'ai déposé plainte contre X pour « violences par personnes dépositaires de l'autorité ». Le procès devait avoir lieu le 19 décembre 2019. Celui-ci a été finalement repoussé au 7 septembre parce que la juge unique ne voulait plus l'être. Elle pensait avoir affaire à une simple affaire d'outrage et elle trouve un front syndical uni, le secrétaire de l'UD CGT 06 devant témoigner pour nous et des éléments amenés par la défense, vidéos, rapport sur mes blessures, qui montrent autre chose.

Que dit cette interpellation de la nature d'Alliance, « syndicat » policier de plus en plus assumé à la droite extrême ?

Alliance est clairement une organisation corporatiste plus qu'un syndicat. À ce titre, elle se situe au mieux à la droite extrême, mais sûrement à l'extrême droite. Ses soutiens réguliers vont d'Éric Ciotti à Marion Maréchal. Cette dernière a d'ailleurs déjà participé à des manif avec eux, dans leurs rangs, notamment au moment de la Loi travail. Mais cette organisation a aussi un caractère quasi séditieux. Pour s'en convaincre, il suffit d'aller sur son site et de voir ses tracts. En date du 8 juin 2019, à propos des Gilets jaunes, on peut lire : « Si nos collègues venaient à être injustement condamnés, nous saurons ce qu'il nous reste à faire [...] et notre colère, personne ne pourra la contenir. Alors messieurs qui êtes aux responsabilités, passez le mot ou bien nous assumerons les nôtres ! Nous serons attentifs à toute décision arbitraire et nous sommes préparés à réagir au besoin ». Castaner a protégé, couvert, toutes les bavures policières et, une fois seulement, a parlé de violences policières. Le syndicat Alliance a alors obtenu sa tête. Cela en dit long sur l'institution policière et le sentiment d'impunité que peuvent

ressentir les policiers. Résultat : leurs deux « syndicats » les plus à droite, Alliance et Unité SGP, obtiennent à eux deux plus des 2/3 des voix aux élections professionnelles. C'est très inquiétant, car on a l'impression d'une autonomisation de plus en plus importante de certains corps de police vis-à-vis du pouvoir politique, qui est encouragée par des organisations comme Alliance. Notre interpellation et son caractère violent pour ce qui me concerne s'inscrivent dans ce cadre.

Un comité de soutien très large s'est mis en place, quelles ont été ses actions ?

Nous sommes soutenus par un arc très large ; d'abord par les syndicats, FSU et Solidaires, parce que nous y sommes syndiqués, mais aussi CGT puisque le secrétaire de l'UD CGT 06 vient témoigner en notre faveur. Au-delà, il y a tout le milieu associatif et politique niçois de gauche mais aussi les Gilets jaunes. Il y a une mobilisation importante qui s'est organisée, notamment le jour du procès.

Dans quelles perspectives vous inscrivez-vous ?

Notre procès n'est malheureusement pas le seul. Le 19 décembre prochain il y aura celui de dix militantEs d'ATTAC, d'Extinction Rebellion et des Gilets jaunes qui avaient tagué la Société Générale. Moi-même je subis un harcèlement policier puisqu'on me colle un deuxième procès qui aura lieu en 2021, pour un prétendu « outrage » que je conteste et pour lequel j'ai subi garde à vue, perquisition et quatre mois d'écoute ! Et puis nous attendons aussi le procès que Geneviève Legay a intenté après qu'elle a subi des violences policières.

Propos recueillis par Cathy Billard

L'image de la semaine



Vu ailleurs

UN CHAUFFARD AGRESSE DES MILITANTES FÉMINISTES. Elles ont sans doute frôlé la mort. Quatre jeunes militantes féministes ont été agressées dimanche soir à Montpellier. Elles étaient en train de coller des affiches sur le pont Lapeyronie juste à côté du CHU. D'abord insultées puis menacées par un automobiliste, trois des jeunes femmes ont été percutées par le même chauffeur quelques minutes plus tard. Elles ont porté plainte et estiment que le conducteur a volontairement foncé sur elles. Dès le premier collage de la soirée de dimanche, les quatre jeunes femmes ont été interpellées par un automobiliste en contre-bas du pont Lapeyronie. « Très vite il a commencé à nous asséner des mots violents. Il affirmait être Satan et plus les minutes passaient plus il nous menaçait », relate Thaïs, l'une des militantes. Le ton est vite monté et le chauffard est finalement parti. « Dix à quinze minute plus tard, la voiture débarque en contre-sens sur le pont. Il a mis un coup d'accélérateur, il est monté sur le trottoir puis il a foncé dans les jambes de mes trois amies », poursuit Thaïs. Elle parvient à éviter la collision. Après le choc, le chauffard a quitté le pont. « Ça été tellement rapide et tellement violent. Il a quand même laissé son rétroviseur par terre. Je pensais que mes amies étaient mortes ou qu'elles n'avaient plus de jambes. Le pot de colle est parti à l'autre bout du pont et toutes nos affaires ont volé », décrit la jeune militante de presque 20 ans. Malgré la brutalité du choc, les militantes ont réussi à relever la plaque d'immatriculation. « Mes amies ont des traces violettes et bleues sur les jambes. Là maintenant les hématomes commencent à apparaître », insiste Thaïs. Elle n'a pas été percutée par le conducteur : « Pour autant je suis extrêmement choquée. J'ai peur de sortir chez moi, j'ai peur de croiser des voitures, j'ai peur du bruit. Mes amies et moi nous n'allons pas bien du tout psychologiquement. » Les quatre militantes ont porté plainte.

Romain Berchet, « Des féministes en plein collage percutées par un automobiliste : "Il avait l'intention de nous tuer" », France Bleu Hérault, 2 septembre 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755
Date : Signature obligatoire :